

2018

# PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

JANVIER-DÉCEMBRE 2018

VERSION RÉVISÉE

JUILLET 2018



**MALI**

Photo: OCHA/Eve Sabbagh

POPULATION  
TOTALE

18,9<sub>M</sub>

PERSONNES DANS LE  
BESOIN

5,2<sub>M</sub>

PERSONNES  
CIBLÉES

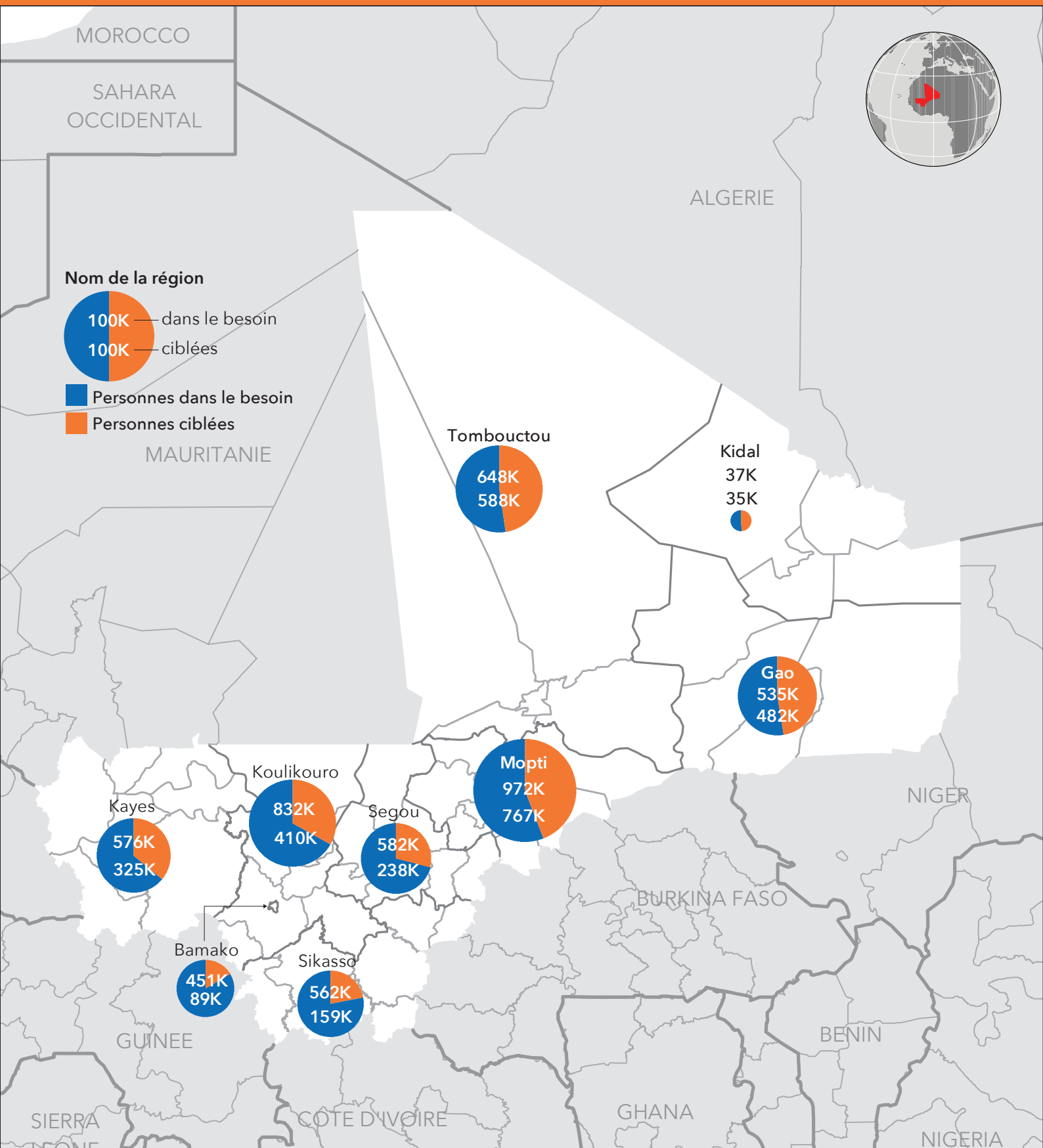
2,9<sub>M</sub>

FONDS REQUIS EN  
USD

330<sub>M</sub>

# PARTENAIRES  
HUMANITAIRES

206



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. **Sources** : Les clusters au Mali.

# TABLE DES MATIÈRES

## PARTIE I: STRATÉGIE DU PAYS

Préface par la Coordinatrice humanitaire .....	04
Le plan de réponse humanitaire en un coup d'oeil .....	05
Aperçu de la crise .....	06
Objectifs stratégiques .....	12
Stratégie de la réponse .....	13
Capacité opérationnelle .....	23
Accès humanitaire .....	24
Suivi de la réponse .....	27
Résumé des besoins, cibles et budgets .....	28

## PARTIE II: PLANS DE RÉPONSE OPERATIONNELS

Abris et Biens Non-Alimentaires .....	30
Eau, Hygiène & Assainissement .....	32
Éducation .....	34
Nutrition .....	36
Protection .....	38
Santé .....	41
Sécurité alimentaire .....	43
Coordination et Services Communs .....	45
Guide du donateur .....	47

## PARTIE III: ANNEXES

Objectifs, indicateurs et cibles .....	49
Organisations participantes et besoins budgétaires ....	51
Chiffres de planification: personnes dans le besoin et ciblées.....	52
Et si ? ... on n'apporte pas de réponse .....	53



## PRÉFACE PAR

LA COORDONNATRICE  
HUMANITAIRE

Le Mali est entré dans une période de crise et d'insécurité en 2012 qui affecte le volet humanitaire. L'assistance humanitaire permet à des centaines de milliers de personnes de survivre, mais la situation s'est aggravée dans certains secteurs. En effet, malgré quelques progrès dans l'application de l'Accord de Paix d'Alger, qui a été signé en 2015, l'insécurité et la violence se sont propagées des régions du Nord à celles du Centre, augmentant considérablement la vulnérabilité des populations dans plus de la moitié du pays.

Environ 5,1 millions de personnes, soit plus de 27% de la population totale, vivent dans les régions affectées par la crise sécuritaire, avec une insécurité alimentaire touchant presque un malien sur cinq (l'Aperçu des Besoins Humanitaires 2018). Le taux de malnutrition aiguë sévère qui est de 2,6%, bien au-delà du seuil d'urgence de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), fixé à 2% (SMART 2017). Plus alarmant : entre 2017 et 2018, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère a augmenté de plus de 10%, passant de 142 000 à 165 000. Ces enfants sont neuf fois plus susceptibles de mourir en cas de maladie, en raison d'un système immunitaire affaibli. La situation est particulièrement grave dans les régions de Tombouctou et Gao, où plus de 15% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition, passant du niveau «sérieux» à «critique» selon l'échelle de classification de l'OMS.

Hors des zones de conflit, les vulnérabilités chroniques propres aux pays sahéliens perdurent. En 2018, 4,1 millions de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire, dont près de la moitié dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou. La région de Kayes, par ailleurs, enregistre un taux inquiétant de malnutrition de plus de 14%, résultant d'une faible diversification alimentaire, d'une mauvaise utilisation des aliments ainsi que de conditions d'hygiène, d'assainissement et d'accès à l'eau potable nettement insuffisants.

Face à cette dégradation de la situation à travers tout le pays, les acteurs humanitaires travaillent avec les autorités maliennes et les acteurs de développement afin de mieux articuler les activités prioritaires pour adresser les causes profondes des risques et vulnérabilités de la population malienne, dans le but de sortir les personnes les plus vulnérables de cette situation d'urgence.

La malnutrition, l'éducation et la protection des enfants et des jeunes, en particulier des filles, est préoccupante. Le nombre d'écoles fermées a considérablement augmenté ces derniers mois, passant de 297 en 2016 à 500 en début

d'année scolaire 2017-2018.

Toutefois, les accords de paix récents, notamment celui signé le 20 septembre 2017 entre les deux principales coalitions de groupes armés présents dans les régions Nord du Mali, pourraient générer des conditions plus propices pour la mise en œuvre des plans d'action des autorités intérimaires et favoriser l'administration du territoire et le rétablissement progressif de certains services sociaux de base essentiels pour la vie et la survie des communautés locales. La visite en octobre 2017 du Conseil de Sécurité des Nations Unies témoigne la volonté grandissante de la communauté internationale de soutenir les efforts des autorités maliennes pour restaurer l'autorité de l'État sur tout le territoire national, protéger les populations civiles et encourager une base solide pour la reconstruction et le développement post-conflit.

Aujourd'hui, avec ce plan conjoint, les acteurs humanitaires renouvellent leur engagement aux côtés du peuple malien. Mais le monde doit cesser d'observer la crise qu'à travers un prisme uniquement sécuritaire. La crise politico-sécuritaire actuelle vient notamment se juxtaposer à une vulnérabilité chronique inhérente aux aléas naturels. Ainsi, les effets du changement climatique sont perceptibles avec la raréfaction et l'irrégularité des pluies, les décrues précoces au niveau du delta intérieur du Niger et l'ensablement des terres cultivables. Ces facteurs favorisent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et provoquent des déplacements forcés de populations avec à la clé le risque de tensions communautaires et la déscolarisation des enfants.

En somme, une véritable mise en application du «Nexus humanitaire-développement» dans le sillage de la «Nouvelle manière de travailler», à laquelle se sont engagés les acteurs de l'aide humanitaire, du développement, les bailleurs de fonds et les gouvernements, est une opportunité pour l'État malien et ses partenaires de renforcer les actions de développement dans les zones affectées par la crise.

Mbaranga Gasarabwe

Coordonnatrice Humanitaire pour le Mali





## LE PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

## EN UN COUP D'ŒIL

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 1



Apporter une assistance humanitaire aux personnes

les plus vulnérables (résidentes, retournées, déplacées et rapatriées) dans le nord, le centre et toute autre zone affectée par une crise, quelle que soit sa nature.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 2



Renforcer l'accès des personnes vulnérables

aux services de base (éducation, santé, nutrition et eau, hygiène et assainissement), à la protection, ainsi qu'aux infrastructures de base et aux services étatiques.

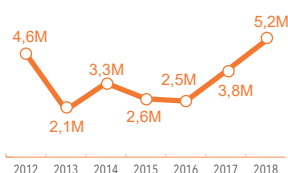
## OBJECTIF STRATÉGIQUE 3



Renforcer les moyens de subsistance et la capacité

de résilience des plus vulnérables, ainsi que la préparation aux urgences.

## EVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



## PERS. DANS LE BESOIN



5,2M

## PERSONNES CIBLÉES



3,1M

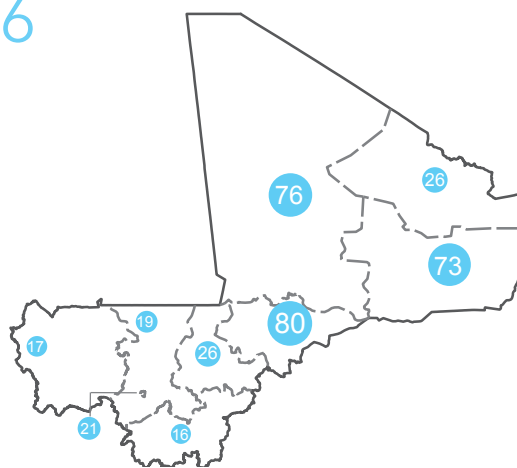
## FONDS REQUIS (US\$)



330M

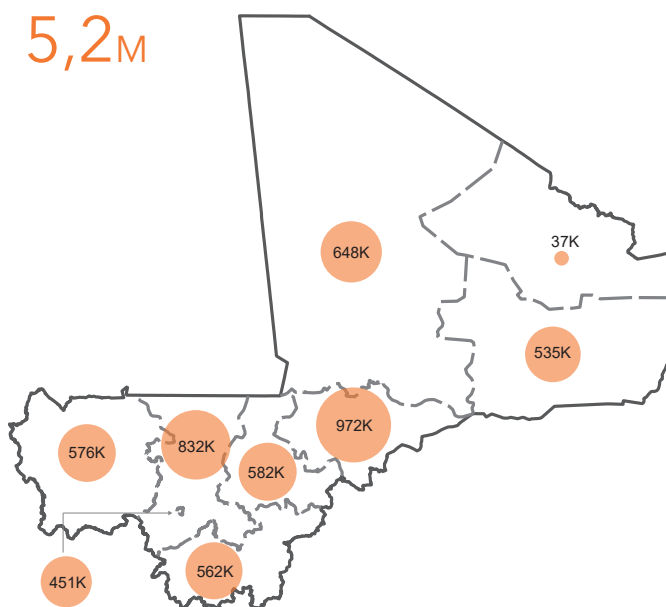
## PRÉSENCE OPÉRATIONNELLE : NOMBRE DE PARTENAIRES

206



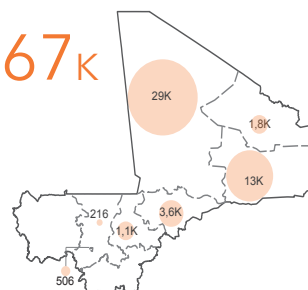
## PERSONNES EN BESOIN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE

5,2M



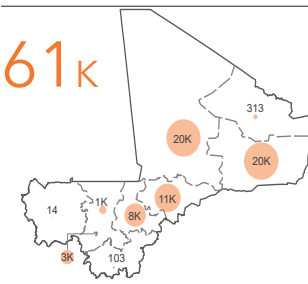
## PERSONNES RAPATRIÉES

67K

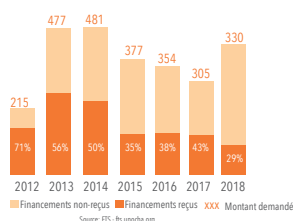


## PERS. DÉPLACÉES INTERNES

61K



## NIVEAU DE FINANCEMENT HUMANITAIRE (M \$ US)



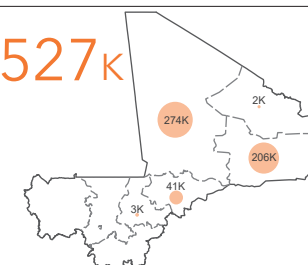
## PERSONNES DANS LE BESOIN SUR LA POPULATION TOTALE

5,2M sur 18,9M



## PERS. RETOURNÉES

527K



## APERÇU DE

## LA CRISE


La situation humanitaire au Mali continue de se détériorer. L'insécurité, qui s'est propagée des régions du nord vers la région centrale de Mopti et jusqu'à certaines zones de Ségou (Macina et Niono), affecte la mobilité des populations et perturbe leurs moyens de subsistance ainsi que leur accès aux services de base, tels que l'eau potable, la santé et l'éducation. Les affrontements entre groupes armés et les violences intercommunautaires continuent de provoquer des déplacements de populations qui requièrent une assistance humanitaire et des services de protection. Avec l'avènement de la période de soudure en juin 2018, 4,3 millions de personnes, soit plus d'un malien sur cinq, sont entrées en situation d'insécurité alimentaire et ont besoin d'assistance humanitaire, dont 932 000 personnes en situation de crise et urgence. Ceci constitue une hausse par rapport à la même période en 2017, lorsque 3,8 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire, confirmant ainsi la tendance observée depuis 2016 (3 millions). D'autres secteurs enregistrent également une hausse des personnes dans le besoin cette année. C'est le cas notamment des clusters Protection (950 000 contre 590 000 en 2017) et Éducation (306 000 contre 220 000 en 2017).

Plongé dans la crise depuis le coup d'État de 2012, le Mali compte parmi les pays les plus pauvres du monde, se situant au 175<sup>e</sup> rang sur 188 pays sur l'Indice de Développement Humain (IDH 2016), avec près de 50% des 18,9 millions de maliens vivant sous le seuil de pauvreté (moins de 2 dollars par jour). Le conflit, né sur fond de sentiment de marginalisation et d'affirmations identitaires, a débuté par l'opposition entre des groupes armés du Nord du pays et le Gouvernement central. La tenue de l'élection présidentielle en 2013 et l'opération Serval, à laquelle a succédé l'opération Barkhane en 2014, ont permis la reprise des régions du Nord et le retour à l'ordre constitutionnel. Et le 1<sup>er</sup> juillet 2013, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies au Mali fut déployée.

Malgré la signature de l'Accord de Paix et de Réconciliation en 2015, la situation est restée instable dans le nord

## CHRONOLOGIE DE LA CRISE

## 22 mars 2012

 Suite au coup d'État à Bamako, des milliers de personnes se déplacent vers les régions du sud et les pays voisins

## 01 juil 2013

Déploiement de la MINUSMA

## mai 2015

Signature de l'accord pour la paix et la réconciliation

**21 juillet 2016** Reprise des combats entre groupes armés signataires dans la région de Kidal.

## 16 juin 2013

 Signature de l'Accord de Ouagadougou


## août 2013

Élection présidentielle

## nov. - déc 2014

Élection législative

## 11 fév. 2017

 Affrontements intercommunautaires dans le cercle de Macina (Ségou), provoquant le déplacement d'environ 11 000 personnes vers Niono

## fév - mars 2017

Mise en place des autorités intérimaires de Ménaka, Kidal et Gao

Sept.  
2012 119  
000 PDI

Mai  
2015 102  
000 PDI

Juillet  
2016 39 000  
PDI






Fév. 2017  
46 000  
PDI

et le centre du pays, en raison du banditisme et des affrontements entre groupes armés, et parfois entre groupes armés et Forces Armées Maliennes (FAMA).

Face à la détérioration des conditions de sécurité dans le centre du pays, le Premier Ministre a ordonné le 14 avril le désarmement de tous les civils de cette zone en possession d'armes à feu, que ceux-ci soient ou non titulaires de permis, mais la situation reste précaire.

La mise en œuvre concrète de l'Accord de Paix progresse lentement : la présence des forces de l'ordre reste limitée, de nombreuses difficultés se posent lors de l'organisation de patrouilles mixtes et l'impact des autorités intérimaires est encore très limité. Notons que les contingents de la MINUSMA subissent presque au quotidien différentes formes d'attaques.

#### PROBLÈMES CLÉS


-  **Persistance de l'insécurité**
-  **Situation alimentaire et nutritionnelle préoccupante**
-  **Pénuries d'eau**
-  **Catastrophes naturelles**
-  **Non scolarisation et déscolarisation**

Par ailleurs, les conflits inter et intracommunautaires, liés notamment à la gestion des ressources naturelles et la vulnérabilité des communautés agricoles et pastorales à travers le pays, sont exacerbés par les effets du changement climatique, notamment la désertification croissante et les inondations toujours plus sévères.

#### Conséquences pour les populations civiles

Au cours du premier semestre 2018, 477 cas de violations de droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, affectant au moins 958 victimes, ont été enregistrés par la MINUSMA dans l'ensemble du Mali. À noter que 420 allégations d'incidents de protection ont aussi été enregistrées par le monitoring de protection dans les régions du nord et du centre pendant la même période. Dans la région de Mopti, 119 allégations de violations de droits de l'homme ont été enregistrées, dont 52 atteintes au droit à la vie, 26 atteintes à l'intégrité physique et psychique, 25 atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne et 16 atteintes au droit à la propriété (soit 28% du total). Selon une enquête menée par la MINUSMA dans la région de Mopti, les chasseurs traditionnels Dozos auraient incendié trois villages et attaqué d'autres dans les cercles de Koro et de Bankass. Selon le Bureau du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme, 99 incidents résultant de la violence intercommunautaire entraînant la mort de 289 civils ont été enregistrés

**3 mars 2017**


 Restriction de mouvements de pick-ups et motos dans les régions de Mopti et Ségou impactant l'accès humanitaire

Avril  
2017 59 000  
PDI

**20 avril 2017**


Mise en place des autorités intérimaires de Tombouctou et le collège transitoire de Taoudénit

**18 juin 2017**

 Conflit inter-communautaire dans le cercle de Koro entre Peulhs et Dogon, provoquant le déplacement d'environ 3 000 personnes

Sept.  
2017 56 000  
PDI

**17 juillet 2017**

 Affrontements entre la CMA et certains groupes provoquant le déplacement d'environ 4 000 personnes

**19 - 22 oct. 2017**

Visite du Conseil de Sécurité des Nations Unies au Mali

**29 - 31 mai 2018**

Visite du Secrétaire général des Nations Unies António Guterres au Mali

Juillet  
2018 63 000  
PDI

**8 déc. 2017**

Résolution 2391 (2017) du Conseil de Sécurité des Nations Unies portant soutien de la MINUSMA à la Force Conjointe du G5 Sahel

**29 juin 2018**

 Attentat-suicide contre le Quartier Général du FC G5 Sahel



depuis le 1er janvier, dont 77% dans la région de Mopti.

L'activisme de groupes armés opposés aux forces armées régulières dans la région de Mopti, ainsi que l'augmentation des attaques aux engins explosifs improvisés (EEI), exposent toujours davantage les civils à des risques de protection. En effet depuis le 1er janvier, la région de Mopti a enregistré 76 victimes civiles d'EEI contre 7 pour toute l'année 2017. En outre, plusieurs incidents de violations des droits de l'Homme par les forces de défense nationales ont été enregistrés dans les régions de Ségou et de Mopti. Deux incidents impliquant la coalition du Mouvement de l'Azawad et le groupe d'autodéfense Touareg Imghad et leurs alliés dans les villages d'Alaz et de Wakassa dans le nord ont causé le décès de 143 civils, l'incendie de propriétés et le déplacement forcé de centaines de personnes.

Les opérations militaires des forces nationales et internationales, ainsi que la décision du Chef d'Etat-Major des Armées d'interdire de circuler à bord de motos et de pick-ups dans les régions de Mopti et Ségou exacerbent les difficultés d'accès des populations aux services essentiels et celui des acteurs humanitaires aux communautés affectées.

La crise politico-sécuritaire a des conséquences multiples pour les populations civiles, déjà éprouvées par des épisodes récurrents de chocs divers.

#### **Impact de la crise sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle**

L'insécurité alimentaire continue d'être un problème majeur. Selon la dernière analyse du Cadre harmonisé menée en mars 2018, 23% de la population (soit 4,3 millions de personnes) se trouvent en situation d'insécurité alimentaire, dont 932 000 personnes ont besoin d'une assistance immédiate.

Considérant la faiblesse de la réponse fournie au cours du premier semestre et le risque de dégradation accélérée des moyens d'existence qui en découle pour

les populations les plus vulnérables, le cluster sécurité alimentaire estime que ce chiffre pourrait augmenter à 1,6 millions de personnes nécessitant une aide alimentaire d'urgence au cours de la période de soudure agro-pastorale. Le conflit a accentué ces vulnérabilités, notamment pour les PDI.

La prévalence nationale de la malnutrition aiguë globale (MAG) est de 10,7%; celle de la malnutrition aiguë modérée (MAM) est de 8,1% et celle de la malnutrition aiguë sévère (MAS) de 2,6%. En ce qui concerne la MAG, la situation est la plus grave dans les zones touchées par l'insécurité telles que Tombouctou (15,7%), Gao (15,2%) et Taoudénit (14,3%). Dépassant ainsi le seuil d'urgence de 15% fixé par l'OMS, les régions de Tombouctou et de Gao sont prioritaires pour 2018. Les taux de MAG sont également élevés dans l'ouest du pays (14,2% pour la région de Kayes) en raison d'une faible diversification des aliments, de mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement ainsi qu'un accès à l'eau potable insuffisant. La réponse à la malnutrition requiert par conséquent une réponse intersectorielle engageant divers partenaires. Des prévalences élevées de retard de croissance, surtout dans les zones de production agricole, ont été également constatées, dont la cause principale est un régime alimentaire insuffisamment diversifié. Une autre raison est que les femmes passent tant de temps aux travaux agricoles qu'elles n'ont plus le temps de respecter le rythme normal d'allaitement.

#### **Déplacements de populations**

Au plus fort de la crise, en juin 2013, environ 523 000 personnes ont été contraintes de fuir et chercher refuge à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Depuis, une grande majorité de personnes déplacées internes sont retournées dans leurs régions ou villages d'origine. Cependant, l'aggravation de l'insécurité, les violences et les tensions permanentes dans le nord et le centre du pays ont provoqué de nouveaux déplacements internes.

## **175e PAYS SUR 188**

au classement mondial de l'Indice de Développement Humain (IDH). Le Mali figure ainsi parmi les quinze derniers pays du monde selon cette classification.



source: PNUD 2016

## **≈ 50%**

des habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté absolue (moins de 2 dollars par jour et par personne), soit l'un des taux de pauvreté les plus élevés au monde.



source: FMI 2015

## **59 ANS**

est l'espérance de vie à la naissance. Environ un enfant sur dix meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans.



source: Banque Mondiale 2016

## VULNÉRABILITÉ AUX ÉPIDÉMIES ET AUX CATASTROPHES NATURELLES

Le Mali est régulièrement sujet à des catastrophes naturelles telles que les sécheresses et les inondations qui affectent non seulement les populations mais aussi les cultures et le bétail. En 2017, les inondations ont été moins meurtrières et ont fait moins de ravages qu'en 2016. Toutefois, entre juin et septembre 2017, plus de 11 360 personnes ont été affectées, y compris trois personnes ayant péri, , principalement dans le nord du pays. Plus de 1 200 maisons ont été détruites et environ 500 autres endommagées. Les communautés pastorales ont été particulièrement touchées avec plus de 26 000 animaux perdus à la fin du mois de septembre 2017. À cela s'ajoutent le risque d'épidémie de choléra et la baisse saisonnière du niveau des nappes phréatiques, la pression du bétail sur les ressources en eau et des poches de malnutrition dans certaines localités.

Au premier semestre 2018, plus de 23 000 personnes nouvellement déplacées ont été enregistrées dans les régions de Tombouctou, Ménaka, Mopti, Gao, Ségou, Koulikoro et Sikasso, la majorité d'entre elles sont des enfants et des femmes, et 3 000 personnes ont cherché refuge au Burkina Faso. Au 30 juin 2018, on comptait plus de 62 627 PDI (13 564 ménages) au Mali contre 38 172 PDI au 31 décembre 2017, soit une augmentation de plus de 60% pendant les six premiers mois de l'année. Elle résulte principalement de l'aggravation des conflits intercommunautaires dans les régions du centre et du sud, en particulier la région de Mopti dans le centre. Dans les régions de Gao, Tombouctou et Ménaka, 4 472 personnes déplacées internes (PDI) ont été enregistrées à la suite d'affrontements entre les communautés Daoussak, Peuhl et Imghad et d'opérations menées par les forces internationales (G5 Sahel, Barkhane) avec l'armée malienne, leMSA (Mouvement pour le Salut d'Azawad) et le GATIA (Groupe d'Auto Défense Imghad et alliés) dans des localités jouxtant les frontières burkinabé et nigériennes.

Les enfants représentent 24% des populations nouvellement déplacées, avec 5 616 enfants enregistrés dont 2 997 filles et 2 619 garçons. Les régions de Tombouctou (19 529 PDI), Ménaka (11 763 PDI), Mopti (11 388), Gao (7 978 PDI) et Ségou (7 726) abritent le plus grand nombre de PDI en raison des incidents qui ont affecté ces régions et celle de Kidal.

Les PDI sont hébergés au sein de familles d'accueil ou créent des abris temporaires dans les localités

de déplacement. Il a été constaté que les PDI et les communautés hôtes épuisent rapidement les réserves alimentaires, ce qui a des conséquences négatives pour la santé nutritionnelle des enfants, des personnes âgées, et des femmes enceintes et allaitantes, ainsi que sur la cohésion sociale.

Les PDI trouvant refuge dans des lieux peu peuplés ont rarement accès à l'eau potable et utilisent de l'eau parfois impropre à la consommation, source de problèmes de santé. Certains d'entre eux, traumatisés, éprouvent des difficultés d'adaptation à leur nouvel environnement et nécessitent une prise en charge psycho-sociale.

De plus, 7 374 réfugiés burkinabés (dont 52% de femmes et 64% d'enfants) ont été enregistrés par la Commission Nationale pour les Réfugiés et le HCR, dont 2 373 personnes à Gourma Rharous (région de Tombouctou) et 5 001 personnes à N'Tillit, (région de Gao).

Quant aux réfugiés maliens, 66 747 d'entre eux sont rentrés depuis 2013 mais il y en a toujours 138 690 dans les pays d'asile contre 130 277 en décembre 2017. Il n'est pas exclu que ce chiffre augmente du fait de la volatilité du contexte sécuritaire et de la recrudescence des conflits communautaires dans la région de Mopti et de Ménaka.

Les retournés et les rapatriés retrouvent souvent leurs sites laissés à l'abandon et ont des besoins importants en matière d'accès à l'abri et à l'eau potable. Les cas de maladies diarrhéiques dues à la consommation d'eau impropre et d'infections respiratoires dues aux mauvaises conditions d'hébergement face aux intempéries sont fréquents chez les enfants. Ces

populations rapatriées sont principalement nomades, leurs sites de retour sont parfois isolés et leur accès aux marchés souvent entravé par l'insécurité.

#### **Accès limité aux services sociaux de base**

L'absence ou la faible disponibilité des services sociaux de base dans les zones de conflit et dans les localités d'accueil et de retour accroît la vulnérabilité des populations et engendre des risques de protection. On estime à 2,4 millions le nombre de personnes affectées par des problèmes liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

En 2017, plusieurs localités (dont certaines dans la région de Tombouctou) ont connu des tarissements en eau. Au total, 320 localités n'ont toujours pas accès à une source d'eau potable et manquent d'eau pour le bétail. Des tensions autour de l'accès aux sources d'eau sont régulières et des cas de violences basées sur le genre ont été rapportés. A Menaka notamment, 486 cas de VBG ont été enregistrés entre octobre 2013 et novembre 2017.

Du fait de l'insécurité, l'accès aux services de santé de base dans le nord et le centre du pays se détériore. Les sorties des cliniques mobiles ont diminué suite à des attaques par des hommes armés contre le personnel de santé et les ambulances, et les structures sanitaires fonctionnelles respectant les standards requis sont passées de 88% en 2015 à 83% en 2017. Au total, l'accès aux soins pour 1,7 million de personnes est compromis, les rendant plus vulnérables aux épidémies et aux maladies. Les soins obstétricaux et néonataux d'urgence restent peu ou pas accessibles dans certaines zones. Le taux de couverture national en accouchement assisté est de 24,7% à Tombouctou, 15,3% à Kidal et 1,2% à Taoudénit. L'année 2017 a également enregistré un déficit en personnel de santé qualifié avec un ratio global de 5,2 pour 10 000 habitants, largement en deçà des normes de 23 pour 10 000 de l'OMS. De 2012 à 2017, le nombre de personnel de santé qualifié est passé de 884 à 609 (soit une baisse de 31%), dont 80% sont aujourd'hui financés par l'aide internationale.

Le conflit a par ailleurs fortement entravé le droit des filles et des garçons à l'éducation dans les régions du nord et du centre. Sur les 4 872 écoles situées dans les 66 communes affectées, 500 (environ 10%) sont restées fermées à la rentrée scolaire 2017-2018, en comparaison avec 296 en juin 2016. Les besoins

les plus aigus sont dans la région de Mopti où les enseignants et directeurs d'écoles de certaines localités ont été contraints de fuir et où 338 écoles sont fermées. La fermeture des écoles, combinée à l'absence d'enseignants titulaires, a entraîné l'augmentation du nombre d'enfants déscolarisés ou non scolarisés, ainsi qu'une surcharge des salles de classe dans les écoles restées ouvertes.

#### **Des civils ayant besoin de protection**

Les populations civiles sont de plus en plus souvent victimes de violentes représailles de groupes armés qui les accusent de soutenir des groupes rivaux. Des ciblage massifs et délibérés, y compris des exécutions arbitraires de civils, ont été enregistrés dans plusieurs localités du centre et du nord du pays.

La situation sécuritaire volatile et la faible capacité de riposte étatique contribuent à la recrudescence d'actes de banditisme contre, entre autres, les commerçants et portent atteinte au droit à la vie et à l'intégrité physique des populations civiles.

Plus de 4 millions de personnes affectées par le conflit dans le nord et le centre et par les inondations dans le sud ont besoin de protection. Près de 950 000 personnes déplacées, retournées, et hôtes, dont 52% de femmes, ont besoin de protection contre diverses violations des droits de l'homme, y compris les violences basées sur le genre. Les besoins urgents concernent entre autres l'accès à l'état civil et à la justice, la prise en charge des survivants de VBG, la cohésion sociale, et la lutte anti mine.

En 2018, les femmes et les enfants demeurent les personnes les plus vulnérables. Une assistance particulière est également requise pour les personnes ayant des besoins spécifiques comme les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les enfants et les personnes âgées ou vivant avec un handicap.



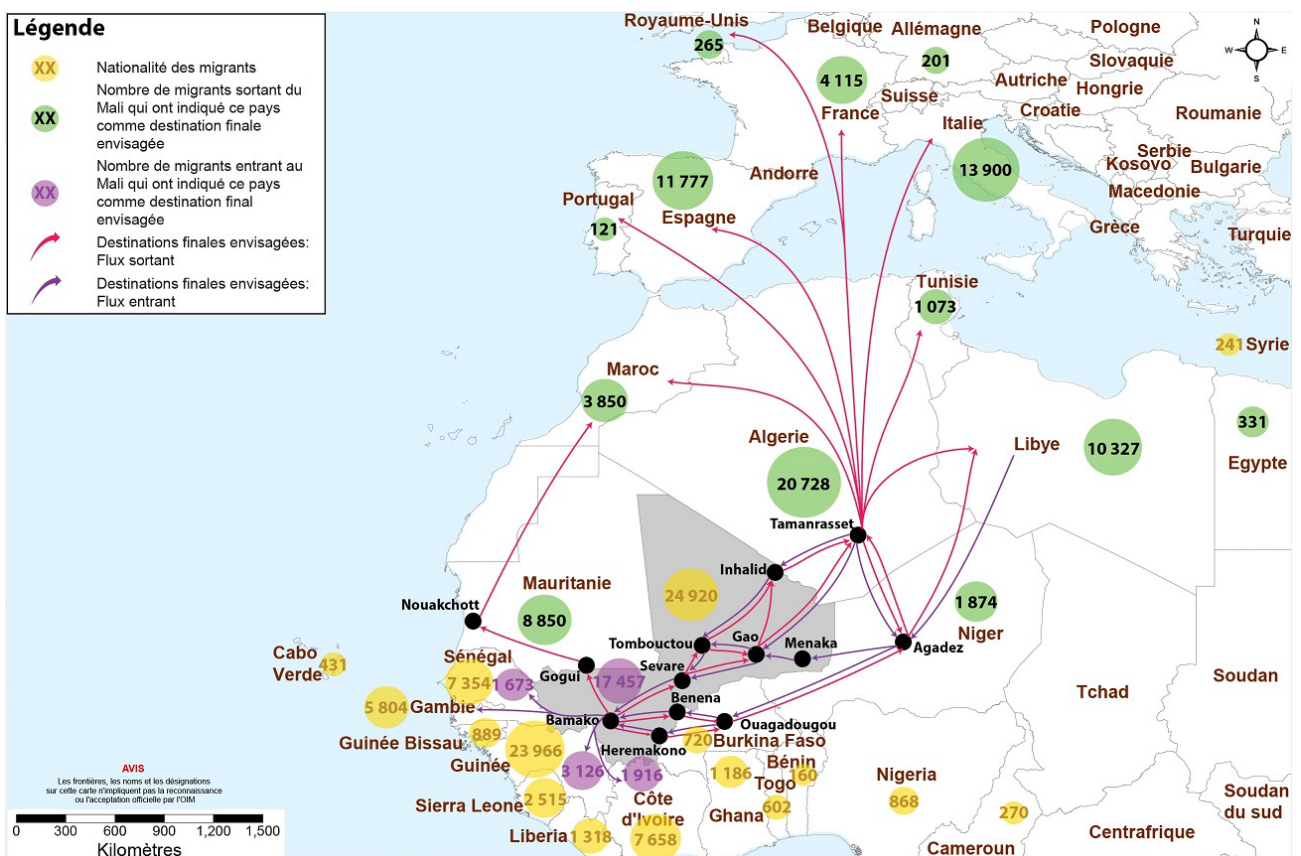
## LE MALI AU CŒUR DES MIGRATIONS

Le Mali occupe une place singulière dans les questions de migration, aussi bien en tant que pays de transit qu'en tant que pays d'origine de migrants à destination de l'Afrique de l'Ouest et du Nord et de l'Europe. La région de Kayes et le district de Bamako sont les principales zones de départs des migrants maliens, et les points stratégiques de passage sont les villes de Gao, de Tombouctou et certaines villes aux frontières maliennes dont Benena, Gogui et Heremakono.

En termes de nombre de migrants, la prédominance des migrants guinéens, maliens et ivoiriens constitue une nouvelle tendance par rapport aux données des années précédentes où les Sénégalais et les Gambiais occupaient les premières places sur les routes de la migration irrégulière. La persistance de l'insécurité dans plusieurs régions du Mali engendre une perte de moyens de subsistance pour des dizaines de milliers de personnes. Au-delà des déplacements forcés, une crise prolongée risque également d'accentuer l'émigration des jeunes, en raison du manque de perspectives, notamment économiques. Par ailleurs, ce phénomène touche maintenant les régions situées dans le nord et le centre du pays alors que, contrairement à la région de Kayes par exemple, celles-ci n'étaient pas des régions traditionnelles d'émigration.

Entre janvier et septembre 2017, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a enregistré, à travers les points de suivi des flux migratoires, près de 29 000 migrants à destination des pays d'Afrique du Nord et d'Europe. 90% des migrants identifiés étaient ressortissants de cinq pays : Guinée, Mali, Sénégal, Gambie et Côte d'Ivoire et 95% d'entre eux sont des hommes. Les mineurs représentent 7% du total des migrants identifiés.

Le Mali constitue également un pays de transit pour les migrants de retour ayant principalement échoué à la traversée du désert ou qui retournent en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et dans d'autres pays subsahariens. De nombreux cas de violations des droits des migrants ont été observés sur les routes migratoires et dans les zones minières. Le long des routes menant vers le nord, les migrants font face à des épisodes de vol, d'extorsion et de mauvais traitements. Les femmes s'exposent aux agressions sexuelles et aux viols, tant du fait des passeurs que des autres migrants empruntant les mêmes routes.



## OBJECTIFS

## STRATÉGIQUES

Reconnaissant la complexité de la crise humanitaire au Mali, les objectifs stratégiques pour la réponse humanitaire en 2018 prennent en considération les situations d'urgence générées par les violences. L'analyse de son contexte tient compte des vulnérabilités chroniques et structurelles des populations dans le cadre de l'articulation urgence-développement prônée par « la nouvelle manière de travailler ».



**1** Apporter une assistance humanitaire aux personnes les plus vulnérables (résidentes, retournées, déplacées et rapatriées) dans le Nord, le Centre et toute autre zone affectée par une crise, quelle que soit sa nature.



**2** Renforcer l'accès des personnes vulnérables aux services de base (éducation, santé, nutrition et eau, hygiène et assainissement), à la protection, ainsi qu'aux infrastructures de base et aux services étatiques.



**3** Renforcer les moyens de subsistance et la capacité de résilience des plus vulnérables, ainsi que la préparation aux urgences.

Les causes profondes de la crise au Mali restent les tensions politiques et l'extrémisme violent, les changements climatiques, et la pauvreté extrême. Ce sont donc des évidences communes à plusieurs pays du Sahel.

#### 1. Sauver des vies:

Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

#### 2. Analyser les risques et vulnérabilités:

Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

#### 3. Renforcer la résilience:

Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.

L'effectivité de la réponse humanitaire et la capacité de résilience des populations seront renforcées par des efforts d'articulation avec les stratégies de développement. Ce plan de réponse tient compte des plans d'action des autorités maliennes et des acteurs de développement. Il recherche des synergies avec entre autres, le Plan Cadre Intégré des Nations Unies pour l'Aide au Développement au Mali (UNDAF 2015-2019), le plan Cadre de Relance Économique et de Développement Durable du Mali (CREDD 2016-2018) et le Plan pour la Relance Durable au Mali (2016-2018) du Gouvernement, qui vise également l'accès aux services sociaux de base, l'égalité de genre et la promotion de la femme.

De nombreuses zones prioritaires pour la réponse humanitaire étant toujours en proie à une situation sécuritaire instable, la planification doit être adaptable et adaptée aux besoins spécifiques des personnes les plus vulnérables.

## STRATÉGIE DE

## RÉPONSE

La communauté humanitaire au Mali requiert 330 millions USD pour répondre aux besoins de 2,9 millions de personnes dans le besoin, particulièrement en termes de sécurité alimentaire et nutrition (65% du financement), protection (9%), eau, hygiène et assainissement (8%), urgences sanitaires (6%) et éducation (7%). Ce Plan de réponse humanitaire met l'accent sur la réponse d'urgence, tout en encourageant l'adoption de solutions durables en lien avec les acteurs de développement. Il cible principalement les populations les plus vulnérables, en tenant compte de l'évolution du contexte politique et sécuritaire et de la capacité d'intervention des acteurs sur le terrain.

La détérioration des conditions de sécurité au Mali en 2017 a aggravé une situation humanitaire déjà difficile. Compte tenu de la faible présence de l'État et faute de progrès en matière de développement durable dans le centre et le nord du Mali, les acteurs humanitaires continueront de jouer un rôle primordial pour répondre aux besoins fondamentaux des personnes vulnérables.

**Pour 2018, les interventions des acteurs ont été planifiées autour des scénarii suivants :**

**1. Continuation de la tension politique mais restauration progressive de l'autorité de l'État dans certaines zones du Nord du pays**

Certaines avancées dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix ont été enregistrées en 2017, mais l'évolution du processus de restauration de l'autorité de l'État demeure assez lent du fait de nombreux obstacles persistants. Quant aux élections régionales et municipales qui devaient avoir lieu en décembre 2017, elles ont été ajournées pour avril 2018, illustrant les défis majeurs prégnants. Pour l'année 2018, qui sera marquée par l'élection présidentielle, le risque d'accroissement du nombre d'affrontements entre les parties signataires de l'accord est prévisible ainsi qu'une potentielle augmentation des exactions des groupes non-signataires. Soulignons également la crainte que la présidentielle accapare l'attention des acteurs politiques au détriment de la mise en œuvre de l'accord.

Toutefois, les autorités intérimaires ont été déployées dans certaines zones en fonction des conditions acceptables de sécurité. En ce qui concerne les Mécanismes Opérationnels de Coordination (MOC), seule la ville de Gao a un dispositif véritablement opérationnel. Celui-ci mène des patrouilles mixtes souvent interrompues pour des raisons pécuniaires. Au regard des facteurs évoqués, les partenaires humanitaires ne s'attendent pas à une véritable amélioration de l'accès humanitaire en 2018. La planification de la réponse a donc pris en compte un espace humanitaire potentiellement de plus en plus restreint.

**2. Persistance d'une situation sécuritaire volatile, particulièrement dans le nord et à certains postes frontaliers**

Le retard du processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), la présence limitée des forces de l'ordre dans certaines zones et la libre circulation des armes de petit calibre laissent présager la persistance d'une situation sécuritaire volatile. Celle-ci risque d'avoir un impact négatif sur les populations, leurs activités et leurs biens (violation de droits y compris atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique, dysfonctionnement des marchés, pertes de moyens de subsistance des ménages), sur le respect de l'espace humanitaire (ciblage du personnel, vol d'équipements, accès limité à certaines zones, etc.), ainsi que sur les infrastructures et services sociaux de base (écoles, centres de santé, etc.). L'avènement de la force conjointe du G5 Sahel pourrait apporter plus de sécurité aux régions du nord d'une part, et du centre vers laquelle l'insécurité s'est récemment propagée, d'autre part.

**POINTS CLÉS**



Lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition



Renforcer la réponse aux urgences sanitaires



Répondre aux problématiques de protection de l'enfance et des inégalités



### 3. Mouvements de retour des populations vers le nord

Bien qu'une dizaine de milliers de personnes soient retournées dans leurs régions d'origine en 2017, au 31 octobre 2017, environ 134 000 maliens étaient encore réfugiés au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie (un nombre quasi constant depuis 2014). L'insécurité qui règne encore dans la plupart des régions du nord et du centre constitue une source de dissuasion pour des réfugiés ayant l'intention de retourner.

La communauté humanitaire ne prévoit pas de retour en masse pour l'année 2018 et le nombre de retours facilités devrait être similaire à celui de 2017.

### 4. Persistance des vulnérabilités des populations

Bien que la transition de l'humanitaire vers le développement soit engagée dans certaines zones où des actions sont menées dans des secteurs pour répondre aux besoins les plus urgents, la vulnérabilité des populations reste importante, notamment en matière de sécurité alimentaire ou de nutrition. Ceci pourrait s'expliquer par une situation socio-économique qui demeure difficile, combinée à l'impact de la crise sur les populations, l'accès limité aux services sociaux de base, ainsi qu'aux conséquences du changement climatique (réduction/irrégularité de la pluviométrie, réduction des ressources en eau, particulièrement pendant la saison sèche).

### 5. Autres hypothèses de planification

Les interventions devront tenir compte de la situation particulièrement vulnérable des femmes et des jeunes, notamment dans les régions du sud et du centre où de nouveaux groupes armés, non associés au processus de paix, se sont créés. Concernant l'attrait des jeunes pour ces groupes, des études relèvent, d'une part, un lien entre le chômage et l'implication des jeunes dans les groupes armés, et d'autre part une volonté de se protéger et de protéger sa famille dans le contexte de la présence limitée de l'Etat. Une réflexion devrait être menée sur la place, le rôle et les pratiques de l'État, en vue d'accompagner le retour des services étatiques. Le plan de réponse humanitaire soutiendra certaines activités de résilience prenant en compte les besoins des femmes et des filles (utilisées par les groupes armés notamment comme informatrices, cuisinières, lavandières, etc.).

### Portée de l'intervention humanitaire et priorisation

Les partenaires humanitaires n'ont pas la capacité d'apporter une assistance à l'ensemble des 5,2 millions de personnes identifiées comme ayant besoin d'aide humanitaire. La réponse humanitaire prévue pour l'année 2018 priorise les projets répondant aux besoins spécifiques des personnes les plus vulnérables. Elle prend en compte la restriction accrue de l'espace humanitaire dans lequel les partenaires évoluent et le faible niveau de financement constaté depuis trois ans. Ainsi, 2,9 millions de personnes, soit 56% du total de personnes dans le besoin, sont ciblées pour l'assistance humanitaire en 2018.

L'action des intervenants humanitaires sera guidée exclusivement par les besoins, c'est-à-dire la vulnérabilité des populations sans considération de leur statut de retournés,

refugiés, déplacés ou hôtes. C'est dans cette optique que les communautés hôtes seront aussi bénéficiaires de l'aide humanitaire si elles répondent aux critères de ciblage et des capacités des intervenants. La qualité humanitaire sera au cœur de l'action à travers la promotion d'une approche basée sur les droits des populations à une assistance respectueuse des droits de l'Homme et des principes humanitaires.

L'analyse des besoins humanitaires révèle une vulnérabilité fortement accentuée dans les régions du nord et du centre, affectées par les conflits, la présence de groupes armés et les tensions intercommunautaires. Les zones de déplacement sont aussi vulnérables en raison de la pression des arrivants sur les ressources naturelles et les services essentiels de base. Environ 5,1 millions de personnes, soit 27% de la population totale du Mali, résident dans les régions affectées de Mopti, Tombouctou, Taoudénit, Gao, Ménaka, Kidal et Ségou (Niono et Macina). Ces régions sont non seulement très affectées par le conflit, mais aussi particulièrement vulnérables aux aléas du changement climatique. Elles accueillent la plupart des 63 000 PDI, près de la totalité des rapatriés (plus de 67 000), et toutes les personnes retournées, soit environ 527 000 personnes. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les inondations touchant également les régions du sud, une partie de la population particulièrement vulnérable à ces risques a été considérée dans la définition des personnes dans le besoin.

En prenant en compte les interventions de l'État, notamment en matière de sécurité alimentaire, celles du Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge ainsi que celles des acteurs de développement, les interventions humanitaires seront axées prioritairement sur :

- Les besoins identifiés suite aux évaluations sectorielles ou multisectorielles conduites par les acteurs humanitaires y compris à travers les mécanismes de réponse rapide ;
- L'assistance alimentaire et nutritionnelle dans les régions affectées par le conflit et les catastrophes naturelles ;
- La prévention et la réponse aux urgences sanitaires et aux catastrophes naturelles.

### Logiques d'intervention

#### Lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition

Les projections en matière d'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour 2018 sont préoccupantes au regard des données du Cadre harmonisé et de l'enquête SMART. En conséquence, une approche de sécurité nutritionnelle intégrée visant à combler les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes en situation d'insécurité alimentaire, des enfants, et des femmes enceintes et allaitantes touchées par la malnutrition aiguë, doit être au cœur des actions prioritaires. Pour être efficace, la réponse reposera sur trois types d'interventions agencées :

- a) des activités de prévention, y compris des actions suivant des approches à base communautaire, seront associées au dépistage précoce impliquant les relais communautaires ;
- b) des mécanismes d'alerte précoce ou encore des programmes

de supplémentation alimentaire et de promotion des pratiques familiales essentielles ; c) une éducation nutritionnelle à base d'aliments locaux. Ces dernières contribueront au renforcement du changement de comportement social et individuel de manière à toucher aux causes sous-jacentes de la malnutrition. Ensuite, le renforcement des mécanismes de préparation aux urgences sera systématisé afin de permettre une célérité dans la mise en œuvre des opérations d'assistance par la distribution de denrées alimentaires avec une priorité accordée aux personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguë. Les actions aideront également à recouvrer les moyens de subsistance à travers un appui à l'agriculture, l'élevage et la pêche, et soutiendront des projets de résilience, ciblant notamment les communautés victimes d'inondations, en interrelation avec les initiatives étatiques en matière de stabilisation des zones post-conflits.

### **Renforcer la réponse aux urgences sanitaires**

Les urgences sanitaires feront l'objet d'une attention constante et d'un investissement conséquent des partenaires humanitaires à travers plusieurs activités complémentaires en soutien aux acteurs du système de santé à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. En appui aux directions techniques de l'État, les systèmes de surveillance, de prévention, d'alerte et de riposte aux maladies à potentiel épidémique (choléra, méningite, paludisme, rougeole, etc.) seront renforcés. Il s'agira aussi de fournir aux personnes vulnérables un accès aux kits essentiels de soins de santé primaires et au Paquet Minimum d'Activités (PMA), en y intégrant les PEP kits permettant de traiter les survivants de violences basées sur le genre. De plus, des paquets EHA d'urgence seront distribués, et les infrastructures d'accès à l'eau potable seront améliorées. Un appui aux acteurs sanitaires pour les activités de vaccination de routine sera assuré afin de réduire la mortalité et la morbidité infantile et néo natale.

### **Une action de plaidoyer en faveur de l'accès humanitaire et la protection des civils**

Des efforts de plaidoyer et de mobilisation des autorités nationales et régionales ainsi que des partenaires techniques et financiers, seront déployés par les acteurs humanitaires afin que l'espace humanitaire soit protégé et permette aux intervenants d'atteindre les populations cibles. Aussi, les forces armées et de sécurité nationales, la MINUSMA et la force conjointe du G5 Sahel seront constamment interpellées afin qu'elles assument leurs responsabilités de protection des civils et de sécurisation de l'environnement humanitaire, en conformité avec les principes de distinction entre action humanitaire et action politique, conformément à leurs mandats respectifs.

### **Protection des populations les plus vulnérables, promotion de leurs droits**

La réponse prendra en compte les questions liées au genre et une attention particulière sera portée aux besoins spécifiques des femmes, des filles, des garçons, des personnes âgées et handicapées des différentes catégories de la population cible, afin de maximiser l'impact des projets pour toute la communauté.

Une action multi-acteurs et multi-sectorielle sera menée afin d'apporter des réponses à tous les besoins des femmes et filles, majoritairement exposées aux risques de VBG. Un système coordonné et rationnellement réparti sur les zones à risques permettra d'assurer la prise en charge globale des survivants des VBG à travers une assistance médicale, psychosociale, juridique et judiciaire ainsi qu'économique afin de promouvoir l'estime et la confiance en soi, la dignité et réhabilitation des victimes. Dans ce cadre, le système de gestion des informations sur les violences basées sur le genre (GBVIMS) sera largement exploité.

Aussi, eu égard au fort impact de la crise sur les enfants, des programmes de protection de l'enfant incluant des activités de prise en charge psychosociale, de déradicalisation, de prévention des recrutements par les groupes armés, de retrait et de réhabilitation des ex enfants soldats seront conduits. La promotion de l'accès à l'enregistrement des naissances et à un état civil sera une priorité pour les acteurs de protection.

Par ailleurs, l'une des priorités sera l'appui au système éducatif pour l'admission des enfants non-scolarisés ou la réintégration des enfants déscolarisés, notamment à travers la réouverture d'écoles, la formation du personnel éducatif, la mise en place de programmes d'apprentissage alternatifs et la fourniture de matériel scolaire et l'appui à la prise en charge des enseignants volontaires pour combler les effectifs de personnel. En partenariat avec le cluster Sécurité alimentaire, des mesures incitatives comme les cantines scolaires et des programmes scolaires adaptés aux populations nomades seront articulés aux efforts des académies pour garantir l'accès à l'éducation de tous les enfants en âge scolaire.

En somme, les efforts déployés en 2017 pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (an 2000) du Conseil de Sécurité, notamment liée à la participation des femmes au processus de paix, sous l'égide d'ONU Femmes seront poursuivis et soutenus par des programmes d'autonomisation de ces dernières qui, aux côtés de la jeunesse, constituent une garantie pour la cohésion sociale.

### **Centralité et transversalité de la protection dans la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire**

Selon les directives de l'Inter-Agency Standing Committee (IASC) sur la protection, la centralité de la protection requiert l'inclusion des responsables de la coordination humanitaire et du groupe sectoriel de protection pour faire en sorte que la question de la protection de toutes les personnes touchées ou menacées oriente les prises de décisions et l'intervention humanitaire, y compris la collaboration avec les parties au conflit, étatiques et non étatiques. En conséquence, en 2018 les partenaires humanitaires s'engagent à accorder une place centrale à la protection dans la programmation et l'action humanitaire en général.

## Sécurité alimentaire

Les partenaires du cluster Sécurité alimentaire vont continuer en 2018 à renforcer l'intégration de la protection dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de leurs activités d'assistance alimentaire et d'appui aux moyens d'existence. Le choix des activités et modalités d'intervention sera basé sur l'analyse du contexte spécifique à chaque zone, incluant l'analyse des risques liés à l'assistance et l'analyse des marchés, afin de veiller à prioriser la sécurité, la dignité et l'intégrité des personnes assistées, tout en favorisant le développement de l'économie locale. L'assistance sera fournie de manière non discriminatoire et impartiale, sur la base des vulnérabilités et besoins spécifiques de chaque groupe de population (sexe, âge, groupes minoritaires, femmes chef de ménages, personnes en situation de handicap, etc.). Considérant les risques de protection importants liés aux activités d'assistance alimentaire (que les distributions soient faites en nature, en espèces ou sous forme de coupons), une attention particulière sera accordée à l'organisation de ces activités pour prendre en compte l'exposition aux risques de prédation et atténuer ainsi au maximum les risques physiques et psychologiques pour les communautés. Cette assistance alimentaire sera toujours organisée dans des lieux publics durant la journée afin de ne pas exposer les bénéficiaires à des risques sécuritaires. Le choix de la modalité (nature, espèce ou coupon) prendra en compte l'exposition potentielle à des risques spécifiques des personnes ciblées.

## Abris et biens non-alimentaires (BNA)

Les évaluations du cluster Abris/BNA prendront en compte l'analyse des risques de protection liées à la distribution de l'assistance humanitaire pour améliorer l'assistance délivrée aux communautés affectées. Les activités de distribution renforceront aussi la prise en compte des vulnérabilités (genre, âge, groupes minoritaires, femmes chef de ménages et personnes en situation de handicap) et atténueront les risques physiques et psychologiques pour les communautés.

En outre, les partenaires du cluster continueront de rapporter sur l'assistance délivrée avec des données désagrégées par sexe et âge. Enfin, le cluster travaillera de concert avec le cluster Protection au travers du sous-cluster VBG pour délivrer dans le cadre de la réponse d'urgence en BNA, des kits de dignité et d'hygiène aux filles et femmes déplacées en âge de procréer dans les zones de retour et de déplacement.

## Eau, hygiène et assainissement (EHA)

La mise en œuvre des actions du cluster EHA se fera sur la base d'une approche participative et inclusive pour une meilleure assistance des bénéficiaires. Les partenaires de mise en œuvre travailleront en collaboration avec les services techniques, les collectivités et les communautés au niveau régional et local. Des consultations régulières seront organisées avec les différents groupes des communautés affectées afin de prendre en compte les questions liées à la protection et au genre. Ainsi, au-delà la séparation selon le genre des latrines collectives et aires de lavage, les choix sur les emplacements et les designs des infrastructures

collectives d'eau potable et d'assainissement prendront en compte les menaces et risques d'insécurité et de protection des femmes, des filles, des garçons et des personnes à besoins spécifiques, pour permettre un accès effectif et protégé des communautés à l'assistance. Ces designs respecteront les normes environnementales. Les membres du cluster seront invités à mettre en place un mécanisme qui permettra de prendre en compte les questions liées à la redevabilité pour une évaluation constante par les bénéficiaires de l'assistance qui leur est délivrée.

## Éducation

Le cluster Éducation collaborera étroitement avec les clusters EHA et Protection pour développer des programmes conjoints sur des aspects de protection transversale concernant notamment, les thématiques d'accès, du respect de la dignité et du principe de « ne pas nuire ». Des activités seront mises en œuvre pour promouvoir auprès des communautés l'accès à l'éducation des filles ainsi que la mobilisation communautaire pour une meilleure implication des parents dans la scolarisation des enfants. La construction ou la réhabilitation de points d'eau et latrines prendra en compte les dimensions du genre (séparation par sexe) et des enfants en situation de handicap. En outre, un accent particulier sera porté sur la mise en place de mécanismes de protection pour ne pas exposer les enfants à des risques dans le cadre des trajets scolaires et sur les lieux d'apprentissage et des activités seront mises en œuvre pour renforcer le caractère protecteur de l'école et des espaces d'apprentissage. Des formations seront en outre délivrées pour la réduction des risques en situation d'urgence, notamment en ce qui concerne la fermeture des écoles et/ou leur occupation. Les activités s'aligneront sur la stratégie de réponse du Ministère de l'Éducation Nationale exprimée dans le Programme d'Urgence Éducation dans le PRODEC II.

## Santé

Les organisations membres du cluster Santé veilleront à assurer l'accès des populations affectées aux soins curatifs, préventifs et promotionnels de qualité en toute équité pour les filles et garçons, les hommes et les femmes, les enfants et les personnes âgées. Les considérations de genre et des éléments de protection transversale tels que le principe de « ne pas nuire », le respect de la sécurité et de la dignité, l'amélioration de l'accès significatif et la redevabilité ainsi que la participation et l'autonomisation des bénéficiaires pour les communautés bénéficiaires notamment les femmes allaitantes, les femmes exposées aux VBG, les enfants et les groupes spécifiques (personnes âgées ou handicapées, ou vivant avec le VIH/SIDA) continueront d'être prise en compte dans les différentes interventions pour améliorer la qualité de la réponse apportée aux bénéficiaires. Un accent sera mis sur le renforcement des capacités des structures de soins en petit équipement et matériel et en médicaments et kits obstétricaux d'urgence pour assurer un service de proximité aux femmes enceintes. Des nouvelles structures de soins mobiles seront organisées pour les populations ayant des difficultés d'accès et les bénéficiaires seront consultés en amont pour le choix



de l'emplacement des structures de soins mobiles. Les bénéficiaires seront également consultés et des mesures seront prises pour veiller à la sécurité de ces derniers vis-à-vis des groupes armés.

En somme, le dialogue avec les acteurs de développement encouragera le renforcement des capacités du personnel local en vue de favoriser la pérennité et l'autonomisation des bénéficiaires.

### Nutrition

Les considérations du genre et des éléments de protection transversale tels que le principe de «ne pas nuire», le respect de la sécurité et de la dignité, l'amélioration de l'accès significatif et la redevabilité ainsi que la participation et l'autonomisation des bénéficiaires pour les communautés bénéficiaires notamment les femmes allaitantes, les femmes exposées aux VBG, les enfants et les groupes spécifiques ainsi que les personnes âgées, handicapées, ou vivant avec le VIH/ SIDA continueront d'être prise en compte dans les différentes interventions pour améliorer la qualité de la réponse apportée aux bénéficiaires.



Credit: OCHA/Anouk Desgroseilliers

**LES FEMMES ET LES FILLES SONT UNE CIBLE À BESOINS SPÉCIFIQUES  
MAIS AUSSI DES ATOUTS POUR UNE SORTIE DE CRISE AU MALI.**

Les femmes incarnent souvent le noyau vital de la famille et la résilience de leurs communautés. Ce sont elles qui maintiennent leurs familles en bonne santé, les nourrissent et préservent la cohésion sociale. Toutefois, les inégalités entre les sexes, en particulier de droits ou de statut, restent criantes à travers le pays. Les stéréotypes fondés sur les perceptions, ou considérations socioculturelles, sont à la base du faible statut de la femme et offrent un terreau fertile aux iniquités de genre.

En effet, les filles et les femmes vivent des relations inégales de pouvoir au sein de la sphère privée et publique qui se traduisent, souvent, par des violences basées sur le genre, y compris celles qui affectent leur intégrité physique, leur dignité et leur citoyenneté. Le mariage d'enfants ou mariage précoce est considéré dans certains milieux culturels comme stratégie de protection des filles (49% des filles se marient avant 18 ans) et selon l'UNICEF<sup>1</sup>, 89% d'entre elles ont subi des mutilations génitales féminines qui marquent le passage de l'enfance au stade adulte. Les conséquences les plus invalidantes et humiliantes sont les fistules, de même que l'analphabétisme ou la déscolarisation qui touchent en majorité les filles. En matière de protection et de promotion des droits humains, on constate que 83% à 92% des survivants des violences basées sur le genre n'ont pas accès aux services d'assistance juridique et de sécurité/protection. La persistance de l'impunité entretenue par l'insuffisance et le dysfonctionnement du dispositif juridique et judiciaire, la coexistence du droit moderne et du droit coutumier (attachement aux valeurs ancestrales et religieuses) favorisent l'amplification de ces violences basées sur le

genre, affaiblissent sérieusement l'harmonie des communautés et nuisent aux fondamentaux de l'État de droit. Malgré la perte de leurs moyens d'existence, et en dépit de la surcharge physique et mentale qui leur est imposée par l'isolement, la solitude et les diverses formes de violences, les femmes réfugiées, déplacées et retournées affichent une ingéniosité pour assurer leur triple rôle. Seules ou avec l'aide de leurs enfants, les femmes développent des stratégies de survie face à la précarité du logement, aux difficiles conditions d'accès à l'eau potable, aux soins de santé et services d'hygiène et à la raréfaction des ressources économiques de production. La forte présence des femmes parmi les personnes déplacées et rapatriées peut donc s'avérer être une ressource et le rôle traditionnel des femmes dans la promotion du dialogue intercommunautaire devrait être davantage appuyé pour favoriser le maintien de la cohésion sociale.



Crédit: OCHA/Eve Sabbagh

1. <https://blogs.unicef.org/fr/blog/travail-des-enfants-et-mariage-precoce-les-filles-privees-denfance-au-mali/>



# La transversalité du genre renouvelée

Les femmes et les filles continuent de jouer des rôles clés dans la survie des ménages en menant des efforts personnels et communautaires. Paradoxalement, on assiste aussi à l'accroissement de leur vulnérabilité aux différents chocs. Face à cette situation, la communauté humanitaire s'engage pour l'année 2018 à renforcer les capacités de résilience des filles et des femmes. Cela se fera à travers la mise en œuvre des stratégies globales, transversales et sectorielles conformes aux besoins humanitaires identifiés et favorables à l'autonomisation des populations cibles. La sensibilité au genre sera l'objet d'une attention soutenue et continue des acteurs humanitaires dans tout le cycle de programmation humanitaire, y compris avec l'utilisation de l'outil « marqueur genre ».

**1. Au niveau de la Protection**, question transversale de toutes les interventions, les besoins essentiels portent sur a) le monitoring et la documentation des violations des droits de l'homme et du Droit International Humanitaire (DIH), b) la prévention et la prise en charge holistique des personnes vulnérables affectées par le conflit y compris les survivants de VBG, c) un soutien aux communautés et aux autorités pour mieux prévenir et atténuer les risques de protection en favorisant entre autres la reconstitution des liens sociaux, la résolution des conflits. En réponse à ces besoins, la communauté humanitaire centrera ses actions sur :

- La promotion des droits des survivants via un accès équitable à la justice et aux services de prise en charge clinique, l'autonomisation et la participation des filles et des femmes dans les mécanismes et processus de prévention des violences, de plaidoyer et de résolution des conflits. A cet effet les ex-combattantes bénéficieront d'une attention particulière.
- La mise en œuvre, dans le cadre de la protection de l'enfance, d'actions de prévention et une prise en charge psychosociale soutenue, ainsi que des initiatives de réinsertion socioéconomique pour les filles et garçons associés aux forces et groupes armés.
- La réinsertion scolaire pour les filles et garçons particulièrement vulnérables (écoliers coraniques et enfants domestiques) ou autres.

**2. Au niveau de la Sécurité alimentaire**, la stratégie d'intervention reposera sur le ciblage des femmes, des femmes chefs de ménages avec des enfants de moins de deux ans, des femmes enceintes et allaitantes. La réponse leur permettra d'accéder d'une manière égalitaire, aux ressources alimentaires et de production. En fonction du degré de vulnérabilité des ménages (ménages pauvres et très pauvres), des actions de promotion des moyens d'existence seront conçues à travers des programmes spécifiques tels que les filets sociaux, les transferts monétaires à usages multiples, les

activités génératrices de revenus, l'appui à la microfinance rurale, les caisses de résilience et les banques céréalières. En période de soudure, un soutien en nature ou des programmes de transferts monétaires (argent ou coupon) seront apportés aux ménages. Des dispositions seront prises pour garantir l'implication des hommes, des femmes et des jeunes dans les processus de prise de décision et mécanismes de gestion communautaire et nationale relatifs à la sécurité alimentaire.

**3. Au niveau de la Santé**, l'accès aux soins de santé et nutritionnels, aux services de santé de la reproduction (y compris la prise en charge clinique des viols) et aux services de santé mentale pour la prise en charge médicale de troubles mentaux mineurs ont été identifiés comme besoins prioritaires pour 1,7 millions de personnes, dont 51% sont des femmes et 40% des enfants. En vue de répondre aux besoins spécifiques des filles et des femmes, il est prévu de considérer les aspects de protection (dignité, sécurité, accès, redevabilité), les besoins spécifiques des femmes et des filles appartenant aux différentes catégories de la population telles que les femmes allaitantes, les femmes exposées aux VBG, les enfants, les personnes âgées, handicapées ou vivant avec le VIH/SIDA. La réponse promouvra l'autonomisation et la participation effective de ces groupes cibles dans les processus et mécanismes de prise de décision et de gestion familiale et communautaire. De même, les connaissances et expériences des filles et des femmes en matière de santé seront capitalisées et valorisées.

**4. Au niveau de la Nutrition**, la prise en charge des cas de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que la mise à l'échelle des interventions de prévention prendront en compte les aspects de protection. La mise en œuvre des interventions considérera l'implication des hommes chefs de familles, responsables de la gestion des stocks alimentaires. L'interaction avec les autres clusters Santé, EHA et Sécurité alimentaire garantira un impact réel des interventions

sur les cibles. De plus, les acteurs ont prévu un appui au renforcement du système de santé avec un focus sur la situation des enfants vivant dans des ménages très démunis.

Dans les régions occidentales du pays, il sera essentiellement question de favoriser la gestion des vivres par les femmes afin de pouvoir varier l'alimentation du ménage, tout en impliquant les hommes dans la question de la sécurité alimentaire et de la santé. Cette implication sera également recherchée dans la promotion des femmes chefs de ménage et des hommes dans les initiatives de plaidoyer en faveur de la nutrition et dans les enquêtes de nutrition (cibles et équipes).

**5. Au niveau de l'EHA,** le niveau de la nappe phréatique baisse dans certaines localités durant la saison sèche, compliquant l'accès à l'eau pour les différentes catégories de la population (femmes, hommes, filles, garçons, personnes âgées ou handicapées). Les stratégies globales d'intervention reposeront notamment sur :

- La promotion d'un accès égalitaire des femmes, des hommes et des enfants des différentes catégories de la population cible à une source d'eau pour la boisson ainsi que pour le bétail des différentes catégories d'éleveurs et d'agropasteurs ;

- Une assistance coordonnée et adaptée à la vulnérabilité des femmes et enfants, y compris les personnes âgées et handicapées en situation d'urgence ;

- La promotion de la participation des femmes et des jeunes dans les mécanismes et processus de gestion communautaire des ouvrages hydrauliques (villageois et pastoraux).

**6. Au niveau de l'Éducation,** la stratégie globale d'intervention des acteurs consistera en une approche différenciée tenant compte des besoins spécifiques des différentes catégories d'enfants et des ménages dans lesquels ils vivent ainsi que les spécificités des régions, en considérant les aspects de protection. La mobilisation communautaire sera au cœur des interventions.

Cependant, en vue de prendre en compte les besoins spécifiques des filles et promouvoir la scolarisation des filles, la protection des filles contre les VBG (liées au trajet entre l'école et la maison) occupera une place particulière dans les initiatives. L'aménagement de latrines séparées avec kit de dignité, l'installation de points d'eau et la fourniture de kits scolaires représentent des actions fondamentales en faveur de la scolarisation des filles.

Pour les enfants non-scolarisés et déscolarisés, il est prévu des offres éducatives non-formelles et informelles adaptées pour redonner le goût de l'école aux enfants, particulièrement aux filles et restituer la confiance des parents.

Pour assurer une meilleure qualité de l'enseignement, le personnel sera équipé de kits pédagogiques et sera formé sur la prise en charge psychosociale des enfants. Des volontaires communautaires seront soutenus et valorisés.

**7. Au niveau d'Abris et BNA,** la fourniture d'abris sécurisés et de biens non-alimentaires appropriés aux besoins spécifiques des femmes et enfants est une nécessité absolue pour leur permettre de mener leurs activités quotidiennes

en toute quiétude, dignité et sécurité. L'aménagement, la construction ou la réhabilitation d'abris durables et la fourniture de kits BNA tiendront compte du respect de l'intimité et de la dignité des différentes catégories de femmes et filles.

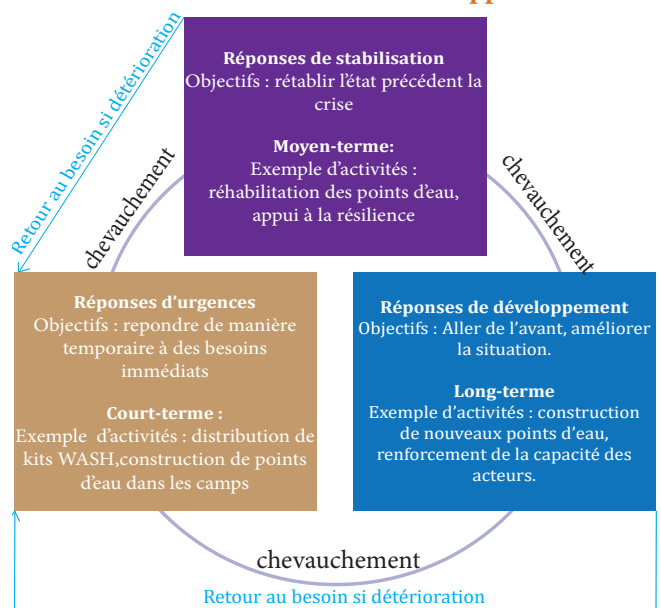
## LE NEXUS

### Humanitaire-Développement

Au Mali, la mise en œuvre de l'approche Nexus a commencé en 2017 suite aux recommandations d'une mission STAIT (Senior Transformative Agenda Implementation Team). Le Groupe Exécutif de Coopération (GEC), a donné mandat à la Commission de Réhabilitation des Zones Post-Conflict (CRZPC) de faciliter la mise en œuvre de l'approche Nexus. Pour assurer le respect de différentes étapes de l'approche tel qu'elle a été pensée par le Secrétaire General des Nations Unies dans son « Agenda pour l'Humanité », une Task Force Nexus (TFN) dédié exclusivement à l'approche a été mise en place pour accompagner la CRZPC et conseiller toutes les parties prenantes au Mali. Pour l'année 2018, cinq clusters clés ont été choisis pour développer les premières expériences de ce Nexus : la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'eau, hygiène et assainissement, et l'éducation.

Aussi, suivant les recommandations du rapport STAIT, des ateliers de Entebbe et Dakar tenus respectivement en novembre 2017 et juin 2018, des réflexions continuent au sein de l'équipe Humanitaire Pays pour la concrétisation des différentes étapes et notamment les analyses conjointes, l'élaboration des réalisations collectives (Collective outcome) et un mécanisme de suivi à travers un cadre de résultat collectif (Collective Result Framework).

#### Le Nexus humanitaire - développement



Ce travail est particulièrement important pour permettre une réduction de la vulnérabilité dans les régions du nord et du centre du pays où les autorités maliennes ont pu rétablir leur présence. Il sera également très important durant la



mise en place des programmes de DDR des groupes armés en 2018. Les acteurs humanitaires, via ce travail commun, espèrent pouvoir créer les bases pour un relèvement rapide et le développement, mais aussi empêcher une aggravation de la situation humanitaire dans le pays. Ceci est particulièrement important dans les zones affectées par le conflit où les investissements structurels sont essentiels pour permettre aux populations de sortir de l'urgence et acquérir une plus grande autonomie.

Une relative stabilité au niveau sécuritaire est essentielle pour permettre non seulement d'accéder aux populations vulnérables mais aussi de leur donner la possibilité de reconstruire leur foyer et de redévelopper des moyens de subsistance. L'inclusion des acteurs de la paix dans le respect des principes civilo militaires y est donc importante pour améliorer les actions des partenaires engagés dans le Nexus et la « Nouvelle Manière de Travailler » et tenter de véritablement dépasser la provision d'aide couvrant uniquement les besoins de survie.

## Recherche et mise en œuvre de solutions durables

La recherche de solutions durables apparaît importante pour la réponse humanitaire en 2018 afin de réduire progressivement les besoins humanitaires. Ainsi au cours de 2018, les acteurs humanitaires et de développement encourageront la mise en œuvre de solutions durables pour la restauration de la sécurité et d'un environnement protecteur mais aussi pour l'effectivité des services essentiels. En l'occurrence, une étude de profilage de l'OIM, menée auprès de 1 835 ménages déplacés en 2017, indique des besoins en éducation, santé et sur le redéploiement de l'administration. En outre, les partenaires viseront également à développer la capacité financière des déplacés pour relancer les activités de subsistance et combler le manque d'équipements et de biens alimentaires dans les zones d'origine.

### QU'EST CE QU'UNE SOLUTION DURABLE ?

Une solution durable est atteinte lorsque les PDI sont installées dans leur milieu d'origine, soit au niveau local, soit ailleurs dans le pays, de manière à ce qu'elles n'aient plus besoin d'aide, ni de protection spécifique en raison de leur déplacement, et puissent jouir de leurs droits humains sans subir de discrimination liée au déplacement.

Sources: Principes directeurs relatifs aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

L'approche Nexus induit également des efforts d'implication, de participation et de renforcement des capacités de la société civile malienne et des organisations à base communautaire dans le cadre du transfert de compétences et de savoir. Cette approche permettra l'émergence des solutions durables de

stabilisation.

## Conditions de mise en œuvre

### La primauté de la redevabilité et communication vis-à-vis des communautés et personnes affectées

Dans la perspective de la sortie de crise, la stratégie misera sur le dialogue avec les communautés affectées, les autorités locales, les leaders communautaires et religieux, mais aussi les groupes armés dans le but de sensibiliser les populations et de favoriser l'acceptation des humanitaires, particulièrement dans les zones d'insécurité. Les acteurs humanitaires accorderont une attention particulière à la redevabilité envers les personnes affectées et à la communication avec les communautés, dans l'optique d'améliorer continuellement l'assistance en fonction des besoins exprimés par celles-ci. Cette redevabilité des organisations humanitaires envers les bénéficiaires est cruciale et permettra d'assurer des interventions adaptées aux réalités locales. Pour 2018, la communauté humanitaire au Mali s'engage à instituer ou renforcer des cadres de concertation et de retour d'information d'avec les communautés affectées ou bénéficiaires de l'assistance afin d'avoir leurs avis sur la qualité de l'action humanitaire ou leur appropriation. Les médias communautaires et des numéros d'appel gratuits seront utilisés afin de faciliter l'accès à l'information ou le partage des opinions des communautés.

### Une coordination civilo-militaire suivant l'approche de coexistence humanitaire/militaire

Conformément aux orientations stratégiques de l'EHP, c'est l'approche de coexistence qui caractérise les relations entre les acteurs humanitaires et les acteurs militaires et assimilés. Le dialogue sera maintenu entre la MINUSMA (via le Unity 9 Civil Military Coordination) et le United Nations Humanitarian Civil-Military Coordination (UN-CMCoord) sous l'égide d'OCHA de sorte à permettre et faciliter le dialogue et l'interaction entre les acteurs civils et militaires indispensables pour défendre et promouvoir les principes humanitaires, protéger et maintenir l'espace humanitaire, prévenir et minimiser les risques de confusion entre acteurs humanitaires civils et acteurs de stabilisation et/ou militaires et éviter les duplications. Les réunions de coordination civilo-militaire à Bamako et dans les régions seront poursuivies en 2018. Elles constituent des cadres privilégiés pour discuter des meilleurs moyens pour les acteurs militaires de contribuer à l'accès humanitaire et la sécurisation de l'espace humanitaire. Elles permettront d'éviter les effets négatifs des projets à impact rapide (QIPs) sur les interventions humanitaires.

### Principe de prudence et esprit critique vis-à-vis de l'approche intégrée et des QIPs

Si l'approche intégrée 'Organisations Humanitaires/PNUD/MINUSMA' au travers des « paquets intégrés » et des QIPs ne sont pas à exclure dans l'absolu, il n'en demeure pas moins

qu'une analyse parcimonieuse et un principe de réserve doivent s'exercer avec le plus grand esprit critique. Ceci notamment lors de la décision d'intervention, en coordination avec les partenaires humanitaires sous l'égide des clusters concernés et en garantissant les plus grandes transparence et visibilité dans la mise en œuvre pour éviter tout amalgame qui pourrait porter préjudice à l'action humanitaire et au principe de « ne pas nuire » aux populations du Mali.

### Le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM)

Le RRM est à poursuivre comme modalité de réponse rapide et efficace aux besoins humanitaires dans des contextes de mouvements fréquents de populations. Cette approche permet de tenir compte des contraintes d'accès humanitaire

dans les régions du centre et du nord du Mali, dans un cadre coordonné et harmonisé en lien avec OCHA et les services humanitaires de l'État au niveau régional.

### Utilisation accrue des transferts monétaires (cash)

La réponse humanitaire au Mali fait du cash l'une des modalités les plus répandues, permettant lorsque les conditions s'y prêtent, une optimisation de la réponse humanitaire. Prenant encore souvent la forme de coupons ou d'argent liquide, le cash est maintenant la modalité la plus utilisée pour fournir l'assistance aussi bien par les acteurs humanitaires qu'étatiques. Les transferts monétaires représentent plus de 60% de l'aide humanitaire dédiée au secteur de la sécurité alimentaire.

Les mécanismes de transferts utilisés comprennent la téléphonie mobile, les banques, les institutions de microfinance, et les versements en espèces via les commerçants. Si au préalable le cash était majoritairement utilisé dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en 2017 cette modalité de distribution de l'aide humanitaire a été privilégiée par de nombreux autres acteurs et il ressort des résultats des enquêtes de suivi post distributions que le cash est maintenant utilisé vers d'autres postes de dépenses tels que la santé, les abris, l'EHA, la protection, l'éducation et même les activités économiques de relèvement précoce.

L'utilisation accrue de cette modalité a bénéficié de plusieurs facteurs favorables, notamment la situation des marchés, la préférence des bénéficiaires pour le cash plutôt que les vivres dans la plupart des zones, la possibilité d'acquérir ce que l'on veut sur le

marché, ainsi qu'un meilleur coût-efficacité.

Pour améliorer la qualité des réponses apportées sous forme de transfert monétaire de manière générale au Mali, une étude de définition du panier des dépenses minimums des ménages pauvres et très pauvres a été initiée. Ses résultats informeront les réponses humanitaires. Cette étude a été lancée par le Cash Working Group avec l'implication des acteurs étatiques et des clusters. La coordination amorcée par la mise en œuvre de cette étude ouvre la perspective d'interventions conjointes en cash à usage multiple (multipurpose cash) pour la réponse dans le nord et le centre du Mali, sous réserve d'analyses de faisabilité à venir.

En effet, au Mali, le cash à usage multiples pourrait être plus avantageux que le cash multisectoriel, car il permet une plus grande flexibilité et une meilleure convenance aux besoins des populations. Il permet également d'améliorer la flexibilité de la réponse et la mise en œuvre de projets, y compris du point de vue de la protection.

Le leadership du Cash Working Group est assuré depuis sa mise en place en 2013 par l'ONG OXFAM et ses co-leads: le PAM et la Direction Nationale de la Protection Sociale et de l'Économie Solidaire (État). OCHA appuie le groupe à travers l'élaboration de la cartographie des acteurs, le partage d'informations sur la situation humanitaire et l'implication des membres du groupe dans le processus de planification humanitaire.

## CAPACITÉ

## OPÉRATIONNELLE

La communauté humanitaire présente au Mali inclut un vaste réseau d'organisations internationales, régionales et nationales, avec des capacités et des domaines d'interventions variés s'étendant de la prévention et la préparation à l'urgence, aux réponses humanitaires en passant par les évaluations des besoins et les évaluations à mi-parcours et finale. La capacité opérationnelle de ces acteurs est toutefois limitée, du fait qu'ils évoluent dans un espace humanitaire de plus en plus restreint mais aussi en raison des faibles financements qu'ils ont reçu ces dernières années.

Selon la cartographie de la présence opérationnelle (3W) établie par OCHA Mali, 206 acteurs humanitaires sont présents sur le territoire, dont 12 agences des Nations Unies, 74 ONG internationales et 82 ONG nationales. Du point de vue de la répartition géographique, 110 organisations interviennent dans le nord du pays, tandis que 98 évoluent dans le sud du pays. Notons que ces organisations associent leurs efforts au Gouvernement et aux services publics de base, ainsi qu'aux associations, fondations et mouvements maliens. Il est à souligner le rôle crucial assumé par les ONG nationales et internationales dans la fourniture de l'assistance humanitaire aux populations dans des zones peu accessibles du fait de l'insécurité et du contexte de conflit permanent comme à Kidal et Ménaka.

En plus de cette présence des acteurs humanitaires, le bureau pays d'OCHA et ses trois sous-bureaux (Gao, Mopti, Tombouctou), en relation avec les autorités administratives régionales et intérimaires, assurent le leadership de la coordination des acteurs humanitaires à travers les cadres

de coordination existants. Une dizaine de points focaux humanitaires ont été désignés afin de compléter la couverture géographique du territoire. Kidal et Ménaka disposent d'un chargé des affaires humanitaires d'OCHA basé à Gao.

Par ailleurs, un manuel de facilitation des procédures d'importation des biens de secours est en préparation afin de faciliter les opérations d'acheminements des Biens Non Alimentaires (BNA) lors des catastrophes ou des épidémies. Un tel instrument accroîtra la capacité opérationnelle des partenaires humanitaires en allégeant les procédures de dédouanements pour s'adapter aux situations d'urgence.

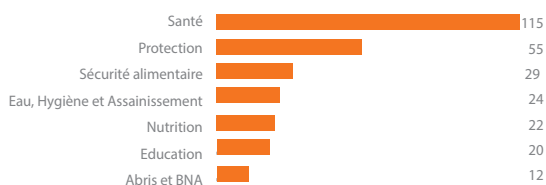
Au-delà de la présence physique, la capacité opérationnelle des acteurs est également tributaire de ressources financières, humaines et logistiques, mais surtout de l'acceptance des acteurs intervenants sur le terrain.

23

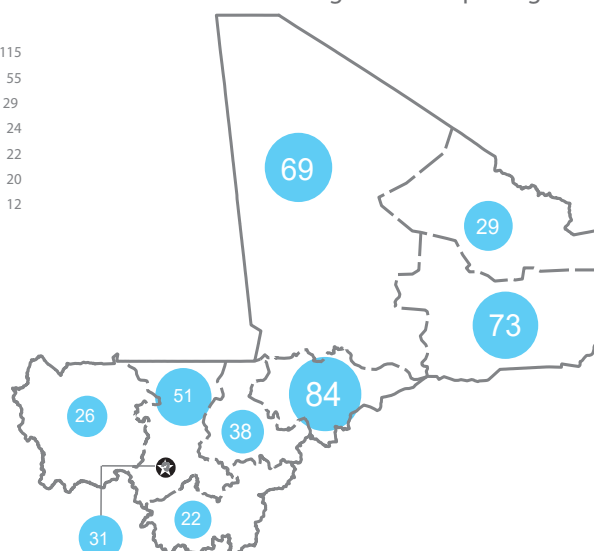
## # DE PARTENAIRES HUMANITAIRES

206

Nombre d'organisations par secteur



Nombre d'organisations par région



## ACCÈS

## HUMANITAIRE

Les conditions de sécurité se sont sensiblement dégradées en 2017. Les travailleurs humanitaires sont ciblés principalement pour leurs véhicules et leurs matériels de travail. Les incidents qu'ils subissent sont de plus en plus violents. Du fait de l'insécurité et de la violence continuelle, la plupart des agences onusiennes ne sont pas présentes au-delà des villes de Tombouctou, Gao et Mopti. L'accès est particulièrement difficile à Kidal et dans les nouvelles régions de Taoudénit et Ménaka. Suite aux cambriolages ciblant des humanitaires, certains acteurs ont eu à suspendre de manière temporaire leurs activités dans plusieurs zones dont Kidal et Ménaka. Le 28 novembre 2017, la coordination des ONG de Ménaka a annoncé la suspension des activités humanitaires dans la région du fait des attaques répétées dont elles étaient victimes avant de reprendre quelques semaines plus tard. Notons que malgré la reprise des activités des acteurs humanitaires, la situation sécuritaire a continué à se dégrader et au regard des nouvelles attaques et agressions contre les humanitaires, la coordination des ONG de Ménaka a annoncé une nouvelle suspension des activités fin juin 2018. Dans le cas du cercle de Goundam (Tombouctou), les suspensions ont été multiples et de très courte durée au cours de l'année 2017. Cependant, les acteurs humanitaires continuent de fournir une assistance aux personnes dans le besoin en adaptant la mise en œuvre de leurs opérations et en s'appuyant sur des approches communautaires pour un accès sécurisé.

Des incidents quasi quotidiens touchent les humanitaires, les FAMA, la MINUSMA, les opérateurs économiques et les populations. Les risques vont des tirs d'obus de mortier à des attentats-suicides, en passant par des restes d'explosifs de guerre ou d'engins non identifiés, et par la criminalité de droit commun et les conflits intercommunautaires. Le nombre d'attaques contre les forces de sécurité maliennes et internationales ont considérablement augmenté depuis le mois de juin 2018.

Les acteurs humanitaires ne sont en général pas les cibles directes d'attentats-suicides ou de tirs de mortier, mais subissent de violentes attaques en majorité liées à la criminalité ou au banditisme. En décembre 2017, plus de 133 cas de contraintes d'accès ont été enregistrées. 97% de ces cas se sont produits dans les régions du nord (Gao, Ménaka, Kidal et Tombouctou) et du centre (Mopti). 75 % des incidents étaient liés au vol, au carjacking et à l'agression physique.

Certaines ONG internationales réussissent à mener des actions dans les zones rurales de ces régions à travers leurs partenaires locaux, ce qui limite la capacité de supervision et de contrôle de la qualité des interventions humanitaires.

Au niveau des déplacements des acteurs et de l'approvisionnement des régions du nord et du centre, la voie aérienne est le moyen le plus sûr pour contourner les risques

de mines antipersonnelles ou d'attaques par les groupes armés extrémistes ou criminels. Cependant, la destruction de l'aéroport de Kidal, qui avait été réouvert en février 2016, constitue un défi majeur pour l'accès humanitaire dans cette région.

De plus, les liaisons humanitaires par le biais de UNHAS (United Nations Humanitarian Air Service) ne couvrent pas toutes les zones humanitaires et risquent d'être suspendues par défaut de financement suffisant et régulier. L'utilisation des vols de la MINUSMA soulève des questions liées à la perception de l'indépendance et de la neutralité de l'aide humanitaire. Elle pose également des problèmes pratiques pour les acteurs de l'aide humanitaire car les avions de la MINUSMA sont en priorité réservés au personnel de la mission onusienne.

C'est ainsi que, par exemple, 80% des centres de santé au nord et au centre du pays fonctionnent grâce au personnel et aux financements des organisations humanitaires.

Bien que la force militaire conjointe du G5 Sahel ait le potentiel d'apporter une certaine stabilité dans les régions du nord et du centre, y compris dans les zones frontalières, il est fort probable que les incidents sécuritaires ne diminuent pas à court et moyen-terme. Notons que le processus de DDR, l'opérationnalisation des MOC et les patrouilles mixtes

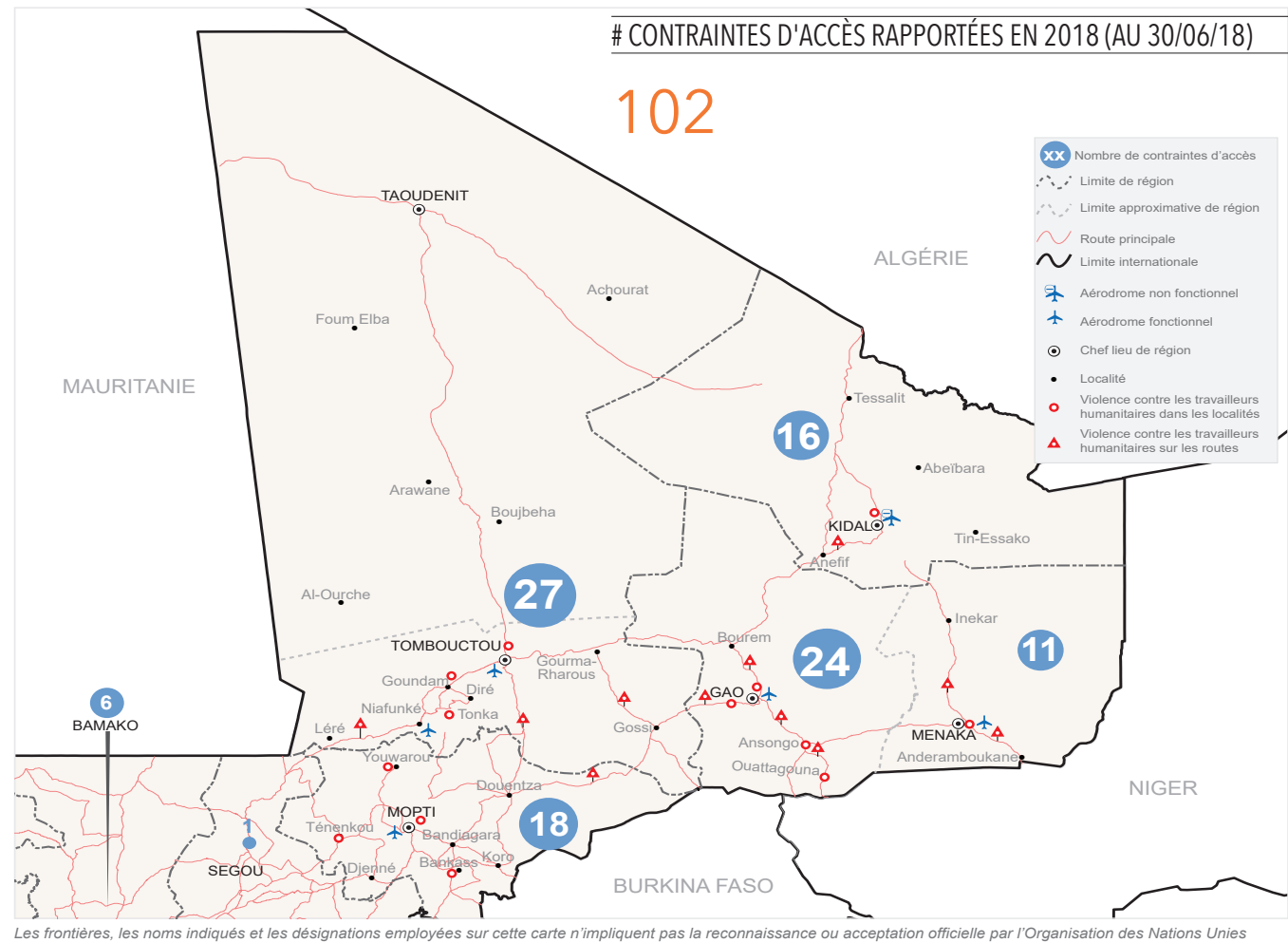


insufflées par les accords de paix ont connu des retards et obstacles majeurs avec peu de signaux optimistes au-delà des déclarations de bonnes intentions et de sous-accords entre fractions. Par ailleurs, la fragmentation ou implosion des groupes armés s'est accentuée en 2017 avec une prolifération de groupuscules aux identités et alignements différents, souvent difficiles à décrypter.

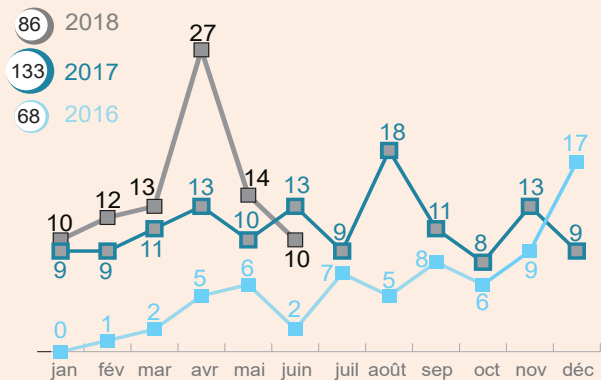
Ce foisonnement de groupes armés dont le leadership échapp parfois aux interlocuteurs classiques des groupes armés non étatiques, rend difficiles les négociations pour l'accès humanitaire. Il en a résulté l'adoption par l'EHP de plusieurs instruments stratégiques, conformément aux recommandations de la mission STAIT de mars 2017. Les instruments les plus importants sont la mise en place d'un groupe de travail, à Bamako et dans les régions, ainsi qu'une

stratégie d'accès humanitaire et un plan d'action qui visent l'analyse, le plaidoyer et la mise en place de mesures concrètes permettant d'améliorer l'accès et de préserver l'espace humanitaire. L'Equipe Humanitaire Pays (EHP), en juin 2016, avait déjà adopté une position commune considérant l'utilisation des escortes armées comme dernier recours.

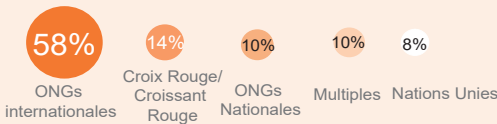
Par ailleurs, la MINUSMA dont l'une des missions fondamentales est de favoriser l'action humanitaire, conformément à la résolution du Conseil de Sécurité 2295 (Article 19) est ciblée par les groupes armés non étatiques, impactant sa capacité à protéger les civils, à garantir l'accès et l'espace humanitaire. Les populations continuent à avoir recours à des milices ou comités de défense ou se résignent à s'accommoder aux nouveaux dépositaires de la force publique dans les régions où l'État n'a pas assis son contrôle.



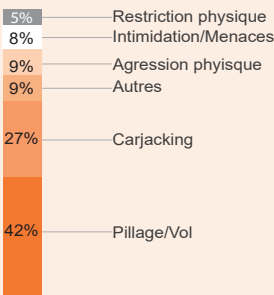
EVOLUTION DU NOMBRE DE CONTRAINTES



% DE CONTRAINTES PAR TYPE D'ORGANISATION



% CONTRAINTES PAR SOUS-CATÉGORIE

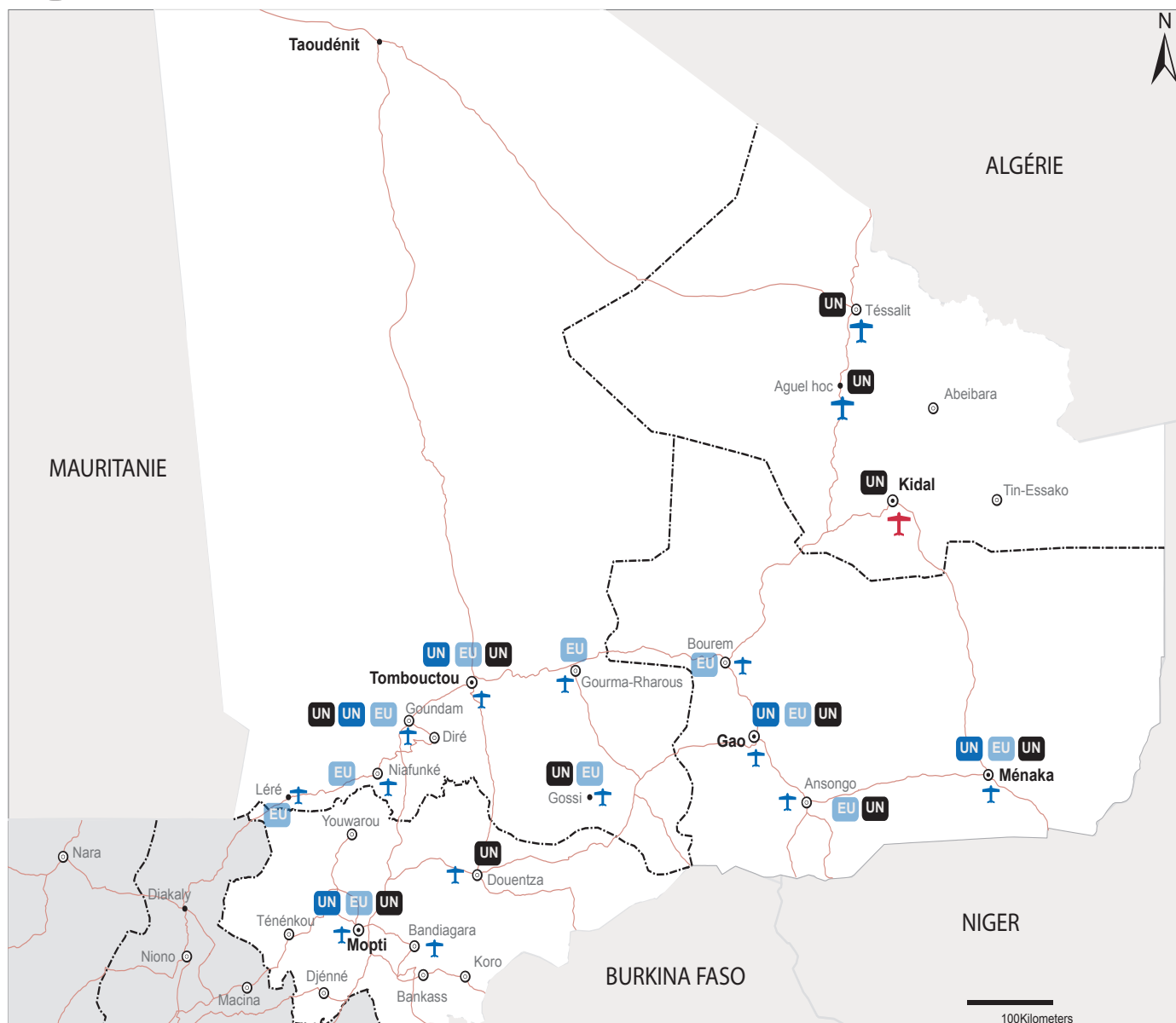




## Mali : Cartographie des aérodrômes au centre et au nord du pays (décembre 2017)



OCHA



## Aérodrome

✈ Ouvert

✈ Fermé

EU Desservi par ECHO flight

UN Desservi par UNHAS

UN Desservi par MINUSMA

## Chef lieu de

○ Région

○ Cercle

• Commune

— Route principale

Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Date de création: décembre 2017 Sources: Clusters. Commentaires: [ochamali@un.org](mailto:ochamali@un.org) <http://mali.humanitarianresponse.info> | [www.unocha.org/mali](http://www.unocha.org/mali) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)

## SUIVI DE LA

## RÉPONSE

Conformément à l'engagement (dans le cadre de la redevabilité humanitaire), pour un suivi du Plan de Réponse Humanitaire (HRP), l'Équipe Humanitaire Pays (EHP) assurera une supervision de la mise en œuvre du cadre de suivi de la réponse humanitaire en 2018 en concertation avec le groupe de coordination inter sectoriel (ICCG).

Ce cadre, développé par l'ICCG et approuvé par l'EHP, définit clairement ce qui sera suivi, comment et à quelle fréquence, et identifie les responsabilités pour le suivi et l'analyse. Il est un outil opérationnel permettant à l'EHP et aux groupes sectoriels de mettre en œuvre des activités de suivi.

Le cadre de suivi fournit à la Coordinatrice Humanitaire et à l'EHP des données et une analyse solide pour guider la prise de décisions afin de renforcer la réponse humanitaire, combler les lacunes et adapter le HRP selon les besoins. Ce cadre vise aussi à renforcer la redevabilité de la communauté humanitaire à l'égard des populations touchées et des partenaires locaux au Mali.

#### Champ du cadre de suivi de la réponse

Les objectifs stratégiques, les objectifs sectoriels et les activités du HRP seront suivis grâce à des indicateurs, des références de base (baselines) et des cibles permettant d'évaluer les progrès accomplis au cours de l'année. Quant aux contributions financières, elles seront suivies par le Service de suivi financier (FTS).

Différents acteurs sont responsabilisés pour suivre et rapporter les progrès de la réponse humanitaire selon les critères du Cadre de suivi. Les objectifs stratégiques seront suivis par l'ICCG et ceux des clusters par leurs coordonnateurs. Les activités seront suivies par les organisations indépendantes membres des différents clusters et comptabilisées par les coordonnateurs des clusters. Par ailleurs, les clusters s'engagent à assurer le suivi de la réponse humanitaire à travers la mobilisation de ressources humaines et financières.

#### Planning pour la production des rapports périodiques

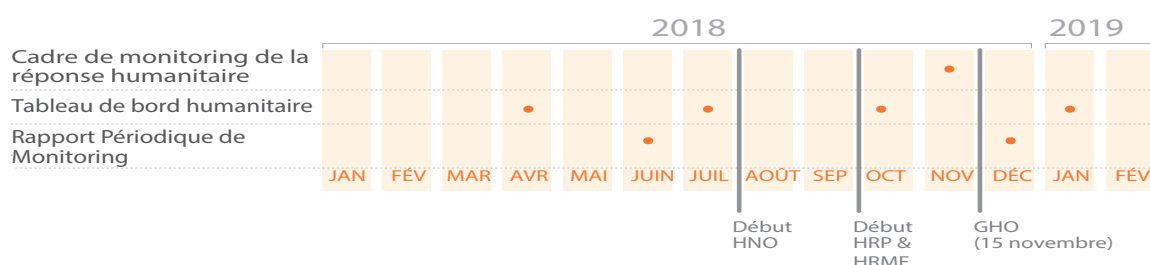
En 2018, deux Rapports Périodiques de Monitoring (RPM), des tableaux de bord humanitaires trimestriels et un rapport annuel seront produits.

Les RPM présenteront les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs stratégiques, les difficultés rencontrées pour atteindre les cibles définies, l'évolution de la situation, une analyse financière et des recommandations pour la suite. Chaque cluster examinera les progrès quant à ses objectifs, l'évolution de la situation et les difficultés spécifiques rencontrées, et produira des recommandations pour combler les insuffisances de la réponse.

Les tableaux de bord humanitaires présenteront des informations sur la réponse humanitaire, les besoins et les lacunes au niveau du pays, sous forme graphique.

Les données et les informations contenues dans les RPM et les tableaux de bord humanitaires contribueront également à l'élaboration de l'aperçu de la situation humanitaire globale (Global Humanitarian Overview, GHO) et, le cas échéant, aux révisions de l'aperçu des besoins humanitaires et du plan de réponse humanitaire dans le pays.

#### CALENDRIER DES RAPPORTS PRÉVUS POUR 2018



RÉSUMÉ DES

BESOINS, CIBLES  
ET BUDGETS

PERSONNES DANS LE BESOIN

































PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)



28

CLUSTERS	TOTAL		PAR STATUT			PAR SEXE & AGE			FINANCEMENT	
	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	PDI (Personnes Déplacées Internes)	Personnes rapatriées et retournées	Autres	% Femme	%Enfant   Adulte   Personnes âgées		Requis (millions de \$)	Reçus
 Abris et BNA <sup>1</sup>	0,72M 	0,22M	61K	594K	65K	50% 	56   41   3%		4,3 	0,0
 Coordination	- -	-	-	-	-				12,1 	3,3
 EHA <sup>2</sup>	0,95M 	0,95M	12K	305K	590K	50% 	56   41   3%		27,1 	5,1
 Education	0,32M 	0,22M	16K	168K	27K	51% 	99   01   0%		22,0 	3,2
 Nutrition	1,08M 	1,08M	23K	26K	624K	58% 	87   14%		55,1 	14,3
 Protection	0,99M 	0,99M	61K	526K	397K	52% 	55   41   4%		29,2 	2,3
 Santé	1,81M 	1,63M	61K	474K	571K	51% 	75   22   3%		20,4 	6,7
 Sécurité alimentaire	4,35M 	1,41M	61K	290K	1K	50% 	56   41   3%		159,4 	22,2
Total	5,2M <sup>4</sup>	2,9M <sup>5</sup>				52%	67   30   3%		330M	95,9M

1- Biens non alimentaires 2- Eau Hygiène et Assainissement 3- Enfants (< 18 ans) | Adultes (18 - 59 ans) | Personnes âgées(> 59 ans) 4- Somme des plus grand nombre de personnes dans le besoin par cercle. 5- Somme des plus grand nombre de personnes ciblées par cercle.



# PARTIE II: PLANS DE RÉPONSE OPÉRATIONNELLS

-  Abris et Biens Non-Alimentaires
-  Eau, Hygiène & Assainissement
-  Éducation
-  Nutrition
-  Protection
-  Santé
-  Sécurité Alimentaire
-  Coordination et Services Communs





## PERS. DANS LE BESOIN


**717<sub>K</sub>**

## PERSONNES CIBLÉES


**215<sub>K</sub>**

## FONDS REQUIS (US\$)


**4,3<sub>M</sub>**

## # DE PARTENAIRES


**12**

## ABRIS &amp; BIENS NON ALIMENTAIRES OBJECTIF 1 :

**1** Fournir une analyse de qualité sur les risques et les besoins des populations affectées en Abris et BNA et les mettre à la disposition de la coordination humanitaire et de développement.

EN LIEN AVEC OS1

## ABRIS &amp; BIENS NON ALIMENTAIRES OBJECTIF 2 :

**2** Apporter une réponse rapide et coordonnée en Abris et BNA aux populations vulnérables affectées par un conflit ou une catastrophe naturelle dans les régions du Nord et du Centre.

EN LIEN AVEC OS2

## ABRIS &amp; BIENS NON ALIMENTAIRES OBJECTIF 3 :

**3** Apporter une réponse adaptée en Abris et BNA aux populations retournées pour favoriser leur retour durable.

EN LIEN AVEC OS3

## CONTACT

**Daouda DIALLO**

Coordonnateur

coord.mali@sheltercluster.org

## ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

## Introduction

Le cluster abris/BNA a depuis 2013 entamé des programmes abris/BNA dans le Nord et le Centre afin de faciliter l'accès au logement des réfugiés rapatriés et déplacés retournés ou non dans leurs régions d'origine, qui, au retour, se retrouvent dans l'incapacité de reconstruire leur maison et reconstituer les biens ménagers volés ou vieillissants. Les personnes ayant besoin d'aide humanitaire comprennent également les personnes affectées par une catastrophe naturelle et les plus vulnérables dans les communautés hôtes, y compris les femmes et les enfants.

D'importants besoins en abris/BNA demeurent y compris pour certains ménages rentrés au Mali depuis deux ans ou plus. En 2018, il ressort que 304 000 personnes seront dans le besoin d'une assistance humanitaire en abris/BNA. Les activités prévues par les partenaires du cluster ciblent 110 000 personnes vulnérables, parmi lesquels 52% de femmes, 57% de garçons et filles de moins de 18 ans et 4% de personnes âgées de plus de 59 ans.

Les principaux défis pour les acteurs de ce cluster sont l'insécurité, le manque d'accès aux personnes dans le besoin, le faible financement reçus en 2017, le nombre limité de partenaires actifs aujourd'hui, l'insuffisance d'évaluations qualitatives et le manque d'accès aux matériaux locaux de construction.

Pour offrir des conditions de vie décentes à ces ménages, il est crucial que ces retournés disposent d'un appui à la reconstruction de leur maison et en kits BNA, sans oublier les personnes victimes de catastrophes naturelles, telles les inondations, qui font également partie des personnes affectées et nécessitent une assistance en Abris et BNA. Selon les informations disponibles au 24 août 2016, Outil de Prédiction des Inondations dans la Delta Intérieur du Niger (OPIDIN) estime que le niveau total de l'inondation en 2016 sera extrêmement plus élevé que les dix dernières années.

## Stratégie du cluster

Au cours de l'année 2018, le cluster Abris et

BNA en collaboration avec le Gouvernement malien et les acteurs du développement va continuer à :

- Fournir une analyse de qualité sur les risques et les besoins spécifiques des différentes catégories socioéconomiques d'hommes, de femmes et d'enfants affectés en Abris et BNA et les mettre à la disposition de la coordination humanitaire mais aussi de développement à travers des évaluations suite aux alertes (RRM) et des évaluations faites en collaboration d'avec les agents recenseurs du développement social ;
- Apporter une réponse rapide, coordonnée et adaptée aux besoins spécifiques des groupes ciblés (système RRM), en Abris et BNA/Dignité ;
- Apporter une réponse adaptée aux besoins spécifiques en Abris et BNA des différentes catégories de populations retournées pour favoriser leur retour durable en assurant l'intégration des autorités nationales dans les activités à tous les niveaux, pour garantir une bonne transition avec les programmes de développement.

## Priorisation

Compte tenu de la faiblesse des ressources financières réduisant la capacité d'intervention du cluster, la réponse, sensible au genre et coordonnée avec le cluster Protection, proposée par les partenaires se concentrera sur trois axes principaux :

- La fourniture de 1 500 kits abris d'urgences et de 1 500 kits BNA aux nouveaux PDI suite aux conflits ou aux inondations. Le cluster travaillera de concert avec le cluster Protection à travers le sous cluster VBG pour délivrer des kits de dignité et d'hygiène aux femmes déplacées en âge de procréer dans les zones de retour et de déplacement ;
- La construction ou la réhabilitation de 2 000 abris durables et de 20 000 kits BNA aux populations retournant dans leur localité d'origine. L'aménagement des abris tiendra compte du respect de l'intimité et de la dignité des différentes catégories de la population cible et particulièrement des



femmes et des filles ;

- Fourniture de 3 000 kits abris traditionnels pour les populations nomades et semi-nomades.

### Méthodologie de ciblage

Les personnes ciblées par le cluster Abris et biens non-alimentaires vivent dans les cercles les plus sévèrement affectés selon l'analyse des besoins présentée dans l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) 2018 ou dans les zones affectées par les inondations. Elles sont en grande majorité des personnes déplacées ou des personnes rapatriées ou retournées vers leur région d'origine. Le cluster cible également les personnes les plus vulnérables parmi les populations hôtes avec un ciblage basé sur l'indice de pauvreté de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) 2017 pour le Mali.

Le cluster a ciblé 10% des personnes en besoin de réhabilitation/reconstruction des maisons en durs, 10% des bénéficiaires en cases traditionnelles (particulièrement pour les nomades) et 30% des personnes ayant besoin de distribution des biens non alimentaires.

### Synergie avec les autres clusters et acteurs (NWOW et multisecteur)

Dans sa réponse, le cluster travaillera en coordination avec le cluster Protection et articulera son intervention aux réponses aux besoins en sécurité alimentaire, en nutrition, en éducation et en eau, hygiène et assainissement. Bien que le cluster Abris ne fasse pas partie des clusters pilotes pour le travail de mise en place du Nexus humanitaire-développement-paix, la planification des actions a été faite de concertation avec les acteurs étatiques, de l'aide au développement et de la MINUSMA.



Crédit: OCHA/Eve Sabbagh



## PERS. DANS LE BESOIN



915k

## PERSONNES CIBLÉES



915k

## FONDS REQUIS (US\$)



27M

## # DE PARTENAIRES



24

## EHA OBJECTIF 1 :

**1** Apporter aux personnes vulnérable une assistance EHA coordonnée et adaptée à leur vulnérabilité.

EN LIEN AVEC OS3

## EHA OBJECTIF 2 :

**2** Améliorer l'accès des populations aux infrastructures et services EHA dans les zones vulnérables.

EN LIEN AVEC OS2

## EHA OBJECTIF 3 :

**3** Renforcer les capacités des communautés et des acteurs locaux en gestion intégrée et durable des ressources en eau.

EN LIEN AVEC OS2

## CONTACT

Jaïnil DIDARALY

Coordonnateur

washclustermali@gmail.com

## EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

En dépit du faible financement du secteur et de l'insécurité régnant dans certaines régions, le cluster a enregistré certaines avancées en termes d'accès aux services d'eau, hygiène et assainissement, malgré le déficit pluviométrique et la faible retenue d'eau. Les principaux facteurs de vulnérabilité demeurent le choléra, les inondations, la baisse de la nappe phréatique, la pression du bétail sur l'eau et la malnutrition.

En 2018, environ 908 000 personnes (221 987 hommes, 222 933 femmes et 463 080 enfants) seront dans le besoin, particulièrement les hommes et les femmes âgés, les personnes handicapées, et les enfants, souvent exposés aux maladies hydriques.

Les principaux défis auxquels le cluster aura à faire face en 2018 sont le faible investissement dans la réalisation de nouveaux points d'eau ainsi que la faiblesse du système de gestion et de maintenance des points d'eau.

## Stratégie de réponse

Les interventions planifiées pour 2018 s'inscrivent dans la continuité des efforts fournis par les membres du cluster depuis 2013 et se basent sur une analyse tant sectorielle que multisectorielle, considérant le manque d'eau potable, l'hygiène et l'assainissement comme facteurs aggravants ou causes sous-jacentes aux vulnérabilités.

La stratégie du cluster EHA, vise à assurer un accès égalitaire des femmes, hommes et enfants des différentes catégories de la population cible à une source d'eau potable ainsi que pour le bétail des différentes catégories d'éleveurs et agropasteurs. Ceci devrait permettre de limiter la concurrence entre les différents usager de l'eau dans les zones pastorales ou à fort potentiel d'élevages.

Pour 2018, la réponse prévue s'articule autour de trois axes :

- Apporter aux hommes, femmes et enfants en situation d'urgence, y compris les personnes âgées et handicapées, une assistance en EHA coordonnée et adaptée à leur vulnérabilité. Il s'agira de renforcer les mécanismes régionaux de coordination en vue d'une amélioration de la préparation et d'une réponse rapide aux crises soudaines. Ceci permettra de fournir un paquet EHA d'urgence dans

les situations d'inondations, d'épidémies et déplacements massifs de populations suite à des regains de violence entre groupes armés. Ces interventions auront également lieu dans des zones à MAG élevée avec un focus sur l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement de façon rapide et efficace.

- Améliorer l'accès égalitaire des hommes et des femmes des différentes couches de la population aux infrastructures et services EHA dans les zones vulnérables. Ceci comprendra des actions de prévention, réduction des risques et de préparation de la réponse aux épidémies de choléra, aux inondations et à la malnutrition intégrant des activités qui visent l'amélioration de l'accès des communautés les plus à risque à l'eau potable, avec des actions orientées vers les ménages et les populations les plus vulnérables en matière de pratique de défécation et d'hygiène.
- Renforcer les capacités des communautés et des acteurs locaux à une gestion intégrée et durable de la ressource en eau en veillant à la prise en compte des besoins spécifiques des femmes, hommes et jeunes des catégories vulnérables et en encourageant la participation des femmes et des jeunes dans les mécanismes et processus de gestion communautaire. Ces actions permettent également de prendre en compte les questions liées à la redevabilité et aux moyens d'existence des communautés.

## Priorisation

Les interventions du cluster EHA cibleront en priorité les communautés à fort taux de malnutrition aiguë sévère. Le cluster travaillera avec ses membres à positionner des stocks de contingence dans certaines localités à risques de catastrophes naturelles, celles en proie aux affrontements entre groupes armés ainsi que les localités à haut taux de MAG.

Un mécanisme de suivi et centralisation des différentes évaluations réalisées par ses membres sera mis en place afin d'identifier les zones avec des gaps d'informations et d'organiser des évaluations complémentaires pour la priorisation des zones d'interventions et des actions à mener.



### Méthodologie de ciblage

Le ciblage a été effectué sur la base de l'outil de détermination des personnes dans le besoin développé par OCHA et en appliquant les 8 indicateurs retenus d'un commun accord avec l'ensemble des partenaires actifs du cluster, tel que définis dans le HNO 2018.

Des analyses et évaluations régulières des besoins en liens avec des crises ponctuelles seront organisées pour adapter au mieux la réponse selon les besoins réels des hommes, des femmes et des enfants appartenant aux couches les plus vulnérables de la population.

### Renforcement des systèmes locaux

L'un des défis majeurs du cluster EHA est la pérennisation des ouvrages et services réalisés par ses membres. Ainsi, pour contribuer à résoudre de façon efficace le problème d'eau, les interventions du cluster intégreront les actions de renforcement de la résilience des populations à travers la redynamisation des systèmes communautaires de gestion des infrastructures. Les actions du cluster cibleront l'ensemble des acteurs du système à savoir les services techniques, les collectivités et les organisations privées dans l'optique que l'ensemble des maillons de la chaîne du système EHA soit fonctionnel.

La mise en œuvre des actions se fera sur la base d'une approche participative et inclusive. Des consultations régulières seront organisées avec les différents groupes de la communauté afin de prendre en compte les questions liées à la protection et au genre. Les designs et constructions respecteront les normes environnementales en vigueur.

### Synergie avec les autres acteurs

Dans la perspective de ses interventions multisectorielles, le cluster EHA entend coordonner avec les autres clusters

(sécurité alimentaire, nutrition, protection, santé et éducation) et veillera à la prise en compte des questions transversales (Nexus, relèvement rapide, genre et protection transversale).

Le cluster travaille également avec les groupes sectoriels qui sont sous le leadership des directions techniques de l'État et coordonnera ses interventions avec celles planifiées par le Gouvernement dans le cadre du Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord (PDA-RN) et le Programme Sectoriel Eau et Assainissement (PROSEA).

Dans le cadre du Nexus, les activités ne se limiteront pas seulement au niveau de la réponse d'urgence, elles s'appuieront aussi sur une vision à moyen/long terme et s'engageront sur des actions de mitigation plus structurelles pour couvrir les besoins et assurer la durabilité de la réponse avec pour objectifs de développer la capacité de résilience des communautés et positionner l'eau comme élément de cohésion sociale et facteur de paix dans les régions. Le cluster va aussi promouvoir la construction du système d'eau avec pompage solaire (qui en général n'est pas financé par les bailleurs humanitaires) en lieu et place des pompes à motricité humaine afin de répondre au besoin de rapprocher les points d'eau de la communauté et créer des abreuvoirs dans les localités où l'on note une baisse de la nappe phréatique. Ils permettront également de petites irrigations pour les jardins à partir des eaux perdues des points d'eau. Ces actions seront menées en collaboration avec le cluster Sécurité alimentaire.

Par ailleurs, le cluster conduira des actions de plaidoyer à l'endroit des acteurs de développement pour un engagement plus fort (malgré la volatilité des régions touchées par le conflit) pour le financement d'interventions durables.



Crédit: OCHA/Eve Sabbagh



## PERS. DANS LE BESOIN



319k

## PERSONNES CIBLÉES



223k

## FONDS REQUIS (US\$)



22M

## # DE PARTENAIRES



20

## ÉDUCATION OBJECTIF 1 :

**1** Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence dans le secteur de l'éducation, y compris la préparation des écoles aux catastrophes naturelles.

EN LIEN AVEC OS1

## ÉDUCATION OBJECTIF 2 :

**2** Améliorer l'accès des filles et des garçons (3-15 ans) affectés par la crise sécuritaire à des apprentissages formels et non-formels de qualité dans un environnement sain et protecteur.

EN LIEN AVEC OS1

## ÉDUCATION OBJECTIF 3 :

**3** Disposer d'une analyse approfondie des besoins éducatifs des enfants (3-18 ans) et du personnel éducatif vivant dans les régions affectées par la crise sécuritaire.

EN LIEN AVEC OS1

## CONTACT

Sharmila PILLAI

Coordonnatrice

spillai@unicef.org

## ÉDUCATION

La détérioration de la situation de l'éducation constitue un défi majeur en dépit du travail réalisé par les acteurs du système éducatif.

Dans les régions du Nord et du Centre, le matériel et les ressources éducatives sont la cible de fréquentes attaques. Plus de 700 écoles sont restées fermées à la fin de l'année scolaire 2017-2018, ce qui est un facteur aggravant du faible taux de scolarisation des filles et des garçons de familles très pauvres. La région de Mopti est concernée par 38% des écoles affectées. En termes de pourcentage, Kidal est la région la plus affectée avec 79% des écoles fermées. Parmi les 735 écoles fermées à la fin de l'année scolaire, 261 n'ont jamais été ouvertes pendant l'année scolaire, privant ainsi plus de 78,000 enfants de leur scolarité.

Les défis à relever par le cluster Éducation sont liés à la sécurité, la mobilisation des enseignants dans les communes affectées, les capacités d'accueil à renforcer, y compris les cantines scolaires, les latrines et les infrastructures d'apprentissage à réaliser en faveur des enfants déscolarisés.

## Stratégie de la réponse

La stratégie d'intervention d'urgence sera mise en œuvre tenant compte des besoins spécifiques des différentes catégories d'enfants, des ménages dans lesquels ils vivent et des spécificités des régions du Centre et du Nord ; lesquelles sont directement affectées par la crise sécuritaire.

En 2018, la stratégie du cluster s'articule autour des trois axes suivants :

1. Apporter l'offre d'éducation de qualité aux enfants déscolarisés/non scolarisés dans les régions affectées par une crise quelle que soit sa nature
2. Renforcer l'accès à une offre éducative inclusive et de qualité dans un environnement protecteur à tous les enfants
3. Renforcer les capacités de résilience du système éducatif (formation des acteurs de l'éducation à la cohésion sociale, à la culture de la paix, à la réduction des risques des catastrophes, ...)

Les activités prévues ont pour objectif de promouvoir la réouverture et le bon fonctionnement des écoles dans les zones directement affectées par la crise sécuritaire.

Cela se fera à travers des activités de mobilisation communautaire et la mise en place d'espaces d'apprentissage temporaire afin d'améliorer la capacité d'accueil des écoles et de redonner l'envie de l'école aux enfants, particulièrement aux filles et redonner confiance aux parents également. Par ailleurs, le cluster vise à fournir des offres éducatives non-formelles et informelles adaptées aux filles et garçons non-scolarisés et déscolarisés du fait de la crise sécuritaire, via des programmes d'apprentissage accéléré, la formation professionnelle et la mise en place d'offres éducatives à base communautaire. Le soutien et la valorisation des volontaires communautaires seront aussi au centre des activités. Le cluster promouvra également l'éducation à la paix et la cohésion sociale en favorisant l'accès égalitaire des filles et garçons des différents milieux à ces initiatives. Parallèlement, le cluster fournira un appui en matériels et fournitures scolaires, construira ou réhabilitera des salles de classe, des latrines séparées et des points d'eau.

## Priorisation

Dans le domaine de l'éducation au Mali, il a été planifié que les interventions humanitaires dans un contexte d'urgence consisteront en actions « tampon » visant à assurer la continuité de l'éducation à travers des offres régulières ou alternatives pour les enfants affectés, déscolarisés et ou non scolarisés basées sur les principes de l'action humanitaire. Les actions de stabilisation ou réhabilitation sont toutes les actions de reconstruction et de renforcement des capacités techniques et institutionnelles visant à rétablir l'état de l'éducation avant la crise. Enfin les actions de développement sont celles visant l'amélioration de l'accès, de la qualité et la gouvernance du cluster Éducation en les alignant sur les priorités nationales de développement avec une vision à moyen et long terme. Au regard de ce qui précède, les régions de Gao, Ménaka, Kidal, Tombouctou et Mopti, seront des régions prioritaires du cluster Éducation pour l'année 2018.

## Méthodologie de ciblage

Le principe a été de considérer les enfants en âge scolaire au sein des personnes déplacées (PDI, retournés, rapatriés) et des communautés hôtes.

Le pourcentage des enfants en âge scolaire au Mali est estimé à 43% mais par précaution, le cluster a appliqué le taux de 45%. Ainsi sur la base des chiffres des populations déplacées (source rapport CMP 12 octobre 2017), par statut de populations, il ressort respectivement : *pour les rapatriés en considérant 61 089 personnes, un total de 27 490 enfants en Age scolaire (3-17) ; au niveau des PDI, sur 58 594 personnes, le chiffre de 26 367 enfants en Age scolaire (3-17), au niveau des retournés, sur la base de 498 170, une estimation de 224 177 enfants en Age scolaire (3-17) et enfin au niveau des populations hôtes, sur la base de 1/1 PDI, un chiffre de 26 367 enfants en Age scolaire (3-17). En somme, le chiffre cumulé donne un total de 304 401 enfants en Age scolaire (3-17).*

Aussi, compte tenu de la situation sécuritaire volatile, le Cluster a augmenté légèrement le chiffre en ajoutant 2000 personnes sur les populations hôtes des régions de Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou et 1126 sur la population hôte de Kidal. Ce qui donne 313 527 personnes.

Ensuite, le cluster a ajouté les enseignants sur la base d'une estimation d'1 enseignant pour 50 enfants et cela donne l'effectif de 6 270 enseignants dans le besoin. Au total le cluster considère 319 797 personnes dans le besoin.

Pour le ciblage, le cluster Éducation a décidé de cibler 70% des personnes dans le besoin (rapatriées, PDI, retournées, populations hôtes et enseignants) ; ce qui correspond à 223 857 personnes ciblées.

La programmation prendra en compte des offres éducatives non-formelles et informelles adaptées aux filles et garçons non-scolarisés et déscolarisés du fait de la crise sécuritaire. L'action s'étendra plus généralement aux enfants hors du système scolaire (Out Of School Children).

### **Renforcement des systèmes locaux**

Le cluster Éducation renforcera les capacités des services décentralisés de l'État et des acteurs communautaires de l'école dans les régions affectées par le conflit, les catastrophes naturelles et les épidémies. La bonne fonctionnalité des cellules d'urgence au niveau central et régional ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action au niveau communautaire permettra de minimiser les risques pour les écoles exposées aux catastrophes naturelles ou aux effets de la crise sécuritaire dans les régions du Nord et du Centre du Mali.

### **Synergie avec les autres acteurs**

Le cluster Éducation collaborera étroitement avec les clusters EHA, Protection et Sécurité alimentaire et mettra particulièrement l'accent sur l'alimentation scolaire comme

facteur indispensable pour non seulement maintenir les enfants à l'école mais aussi pour leur protection contre les risques liés aux navettes entre l'école et la maison et ainsi assurer la durabilité d'un environnement scolaire sain et protecteur pour tous les enfants. Les besoins spécifiques des ménages au sein desquels vivent les filles seront aussi considérées en vue de promouvoir la scolarisation des filles sur qui reposent souvent les tâches domestiques. Les programmes conjoints incluront également les points d'eau et latrines séparées et les mécanismes de protection pour un suivi des incidences de violences, la fermeture des écoles ainsi que leur occupation. Par ailleurs, toutes les activités du cluster s'aligneront sur la stratégie de réponse du Ministère de l'Éducation Nationale exprimée dans le PRODEC II.

Pour assurer une articulation réussie du lien entre l'action humanitaire et les interventions relatives au développement de l'éducation, certaines actions clés devront être menées en synergie avec les autres acteurs du Nexus humanitaire-développement-paix, y compris les acteurs étatiques et les communautés locales. Celles-ci comportent, entre autres, un plaidoyer pour la mise en place des offres éducatives adaptées aux besoins des communautés afin d'assurer la pérennisation (par opposition à des solutions provisoires) et pour que l'éducation contribue effectivement à l'épanouissement de l'individu et sa communauté. Ceci passera également par un focus accru sur les mécanismes de gestion des écoles en mode décentralisé, et la mise en place de mécanismes de prévention et de réponse planifiée aux crises futures y compris des plans de contingence. Ce travail inclut également des actions visant à donner une formation initiale et continue des enseignants sur les thématiques liés à l'urgence, sur les compétences de vie courante et les techniques et approches centrées sur l'enfant. Cela visera aussi l'amélioration de la supervision pédagogique à travers le renforcement des capacités des Centres d'Animation Pédagogique, et une plus grande participation communautaire à travers les Comités de Gestion Scolaires (CGS) dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets d'écoles.





## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## FONDS REQUIS (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## NUTRITION OBJECTIF 1 :

**1** Surveiller la situation nutritionnelle et renforcer la coordination intersectorielle.

EN LIEN AVEC OS3

## NUTRITION OBJECTIF 2 :

**2** Prévenir la malnutrition dans la population à risque.

EN LIEN AVEC OS2

## NUTRITION OBJECTIF 3 :

**3** Surveiller la situation nutritionnelle à travers la communauté et le système d'information sanitaire et renforcer la coordination intersectorielle.

EN LIEN AVEC OS1

## CONTACT

Claude Chigangu

Coordonnateur  
bchigangu@unicef.org

## NUTRITION

## La crise nutritionnelle aggravée dans les zones touchées par le conflit

Certaines régions du Mali, déjà ravagées par plusieurs années de sécheresse, ont vu l'état nutritionnel de leurs populations se dégrader sous l'effet de la crise sécuritaire. Dans ce contexte, les femmes enceintes ou les femmes allaitantes, les personnes âgées et handicapées ainsi que les enfants sont les catégories de la population les plus affectées par la malnutrition.

Pour 2018, le cluster a identifié 868 000 personnes dans le besoin (revu à 1,085,778 à la suite de la dégradation de la situation liée à la soudure précoce agropastorale) et 1 307 structures de santé ayant besoin d'être renforcées.

Tenant compte des capacités des acteurs membres du cluster, la réponse humanitaire cible 662 000 (revu à 1,085,778 à la suite de la dégradation de la situation liée à la soudure précoce agropastorale) personnes parmi les plus vulnérables, ce qui représente une couverture de 75% (revue à 100%) des besoins identifiés.

Les principaux défis pour le secteur sont avant tout les contraintes d'accès des communautés aux centres de santé (surtout dans les régions de Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudénit). Figurent également la non-concordance des calendriers des différentes enquêtes nationales pertinentes pour la nutrition (SMART, ENSA, CH), la non-disponibilité de certaines données désagrégées au niveau des districts pour faciliter le renseignement des indicateurs et la planification des interventions. À ce qui précède s'ajoute la faible appropriation par la communauté des directives de nutrition visant à pérenniser les actions mises en œuvre par les acteurs humanitaires.

## Stratégie de réponse

Les résultats de l'enquête SMART 2017 montrent que le taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de cinq ans est passé du niveau « sérieux » à « critique » dans les régions affectées par les conflits de Tombouctou (15,7%) et Gao (15,2%), et que le taux national de 10,7% reste toujours au-delà du seuil d'urgence de 10% de l'OMS. Des taux extrêmement élevés ont également

été enregistré dans des régions qui ne sont pas directement touchées par la crise, telle que la région de Kayes (14,2%), indiquant que l'aide nutritionnelle d'urgence doit non seulement répondre et s'adapter à une crise nutritionnelle liée à un conflit et le manque d'accès aux ressources et aux centres de santé, mais également continuer à répondre à des besoins chroniques et structurels dans plusieurs régions du pays.

Les activités identifiées pour l'objectif stratégique n°1, permettront de renforcer la coordination entre les différents clusters contributifs à la nutrition afin d'avoir un impact sur la réduction de la malnutrition. Les activités pour l'objectif stratégique n°2 consisteront au renforcement des capacités de résilience de la population malienne affectée de façon récurrente par des crises nutritionnelles et alimentaires. Au niveau de l'objectif stratégique n°3, les interventions se focaliseront sur la réduction des risques de mortalité (inférieur à 1/10 000/j) et de morbidité (inférieur à 10% de malnutrition aiguë globale) des enfants des deux sexes, et les femmes enceintes et allaitantes vivant dans des ménages démunis, qui sont atteints de malnutrition aiguë modérée et sévère. De plus, les activités curatives seront accompagnées par le paquet d'activités préventives mis en œuvre sous la stratégie des « 1 000 premiers jours » dans les structures de santé et dans les communautés. Les campagnes de masse telles que la vaccination, la supplémentation en vitamine A et la Chimio prophylaxie contre le Paludisme Saisonnière (CPS) offriront des opportunités de dépistage nutritionnel systématique à tous les enfants concernés.

## Renforcement des systèmes locaux

Un accent particulier sera également mis en 2018, sur le renforcement des capacités des structures de santé. Les structures ciblées recevront donc un appui technique pour renforcer le système de santé à travers les 6 piliers<sup>1</sup> de l'OMS dans le but de consolider à long terme l'intégration de la nutrition dans leur Paquet Minimum d'Activités. Ceci favorisera la pérennisation des activités de prise en charge de la malnutrition après le retrait des organisations humanitaires et

1. [www.who.int/hiv/pub/tua\\_report\\_2008\\_fr\\_chap6.pdf](http://www.who.int/hiv/pub/tua_report_2008_fr_chap6.pdf)



fera partie intégrante de la stratégie du Nexus humanitaire-développement en cours de rédaction.

### Priorisation

D'après l'analyse des besoins, les régions du Nord (Gao-Ménaka et Tombouctou-Taoudénit) constituent la première priorité tandis que celle de Kayes constitue la deuxième priorité du cluster. Une attention particulière sera également accordée à la région de Kidal dû à l'instabilité permanente qui y règne et qui constitue un facteur de risque de la malnutrition.

### Méthodologie de ciblage

La stratégie de réponse se focalisera sur les groupes les plus vulnérables, constitués par les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes en associant aussi les hommes chefs de familles. Il sera en effet important de veiller à l'implication des hommes dans la question de la sécurité alimentaire et de la santé afin que les femmes puissent avoir un certain contrôle des vivres pour pouvoir varier l'alimentation du ménage.

En termes d'urgences, les bénéficiaires du traitement curatif seront : plus de 130 000 (revue à 274 000) enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère ; plus de 325 000 (revue à 582 000) enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée ; plus de 47 000 Femmes Enceintes ou Femmes Allaitantes (FEFA) malnutries aiguës. Par ailleurs, plus de 171 278 personnes (majoritairement des enfants de 6 à 23 mois et des femmes enceintes/allaitantes) sont ciblées par le programme d'alimentation complémentaire de couverture pour prévenir la malnutrition aiguë.

Tandis qu'en termes de renforcement des activités de prévention dans les situations d'urgence, le cluster prévoit la supplémentation en vitamine A et déparasitage pour 70% des enfants des deux sexes en situation d'urgence, âgés de 6-59 mois, et vivant dans des ménages démunis, ainsi qu'une supplémentation en fer et acide folique pour 70 % des femmes en grossesse et allaitantes en situation d'urgence et vivant dans les ménages démunis.

### Synergie avec les autres acteurs

L'année 2018 sera une occasion pour amorcer la mise en œuvre de la stratégie Nexus humanitaire-développement qui est planifié sur une période d'au moins 3 ans. Les interventions de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère seront exécutées pour apporter une réponse adéquate à la crise nutritionnelle mais aussi renforcer la résilience de la communauté afin de faire face à des crises futures. Des indicateurs transversaux seront pris en compte dans la mise

en œuvre de la réponse à la malnutrition tels que définis par les lignes directrices du cluster.

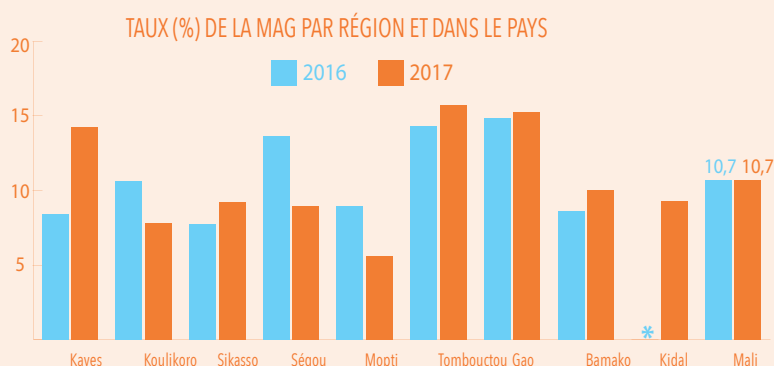
En coordination avec le cluster santé, il est prévu d'appuyer le Renforcement du Système de Santé (RSS) et soutenir l'organisation des réunions de coordination santé-nutrition sous le leadership des autorités sanitaires au niveau des différentes régions. La situation des enfants des deux sexes, vivant dans des ménages très démunis sera incluse dans cet appui. Le cadre de concertation pour le plaidoyer en faveur de la nutrition, qui impliquera des femmes et des hommes affectés par la crise, sera mis en œuvre en collaboration avec les différents membres du cluster. L'appui à la surveillance nutritionnelle de routine, sera effective à travers les Enquêtes de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) et l'enquête SMART nationale réalisée pendant la période de soudure. Ces enquêtes veilleront à impliquer et cibler des hommes et des femmes chefs de ménage dans la composition des équipes et dans les cibles à enquêter.

Dans les zones du Sud où la situation semble être stable, des interventions préventives et curatives décentralisées dans la communauté seront encouragées. Des actions de plaidoyer seront réalisées et cibleront les autorités nationales et locales pour leur contribution au développement de la nutrition. Des interventions intersectorielles et transversales seront entreprises avec d'autres secteurs sensibles tels que la santé, la protection, l'éducation, la sécurité alimentaire, l'eau, hygiène et assainissement.



Credit: OCHA/Eve Sabbagh

**112 000**  
femmes enceintes et  
allaitantes auront  
besoin d'une prise en  
charge nutritionnelle



**971 000**  
filles et garçons auront  
besoin d'une prise en  
charge nutritionnelle

\* L'enquête SMART 2016 n'a pas couvert la région de Kidal



## PERS. DANS LE BESOIN

995K

## PERSONNES CIBLÉES

995K

## FONDS REQUIS (US\$)

29,1M

## # DE PARTENAIRES

55

## PROTECTION OBJECTIF 1 :

**1** Evaluer et analyser les problèmes de protection (déplacements, droits de l'homme, VBG, protection de l'enfance) et entreprendre des actions de plaidoyer pour assurer une réponse d'urgence.

## EN LIEN AVEC OS1

## PROTECTION OBJECTIF 2 :

**2** Renforcer les capacités des partenaires, prestataires de services, autorités et communautés pour mieux prévenir et atténuer les risques de protection.

## EN LIEN AVEC OS2

## PROTECTION OBJECTIF 3 :

**3** Fournir des services de protection et une assistance holistique aux personnes vulnérables et affectées par le conflit (incluant les survivants de violences sexuelles, les enfants et les autres personnes à besoins spécifiques).

## EN LIEN AVEC OS3

## CONTACT

**Matho Nianga Doré**  
Coordonnateur  
doren@unhcr.org

## PROTECTION

## Stratégie de réponse

La protection constitue la toile de fonds de la réponse humanitaire. Au regard des besoins identifiés pour 2018, la stratégie de réponse du cluster Protection se focalisera en priorité sur les zones affectées par le conflit (19 cercles des régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Kidal et Gao) générés par l'outil de comparaison en plus du rapprochement avec les 27 indicateurs retenus d'un commun accord avec l'ensemble des partenaires actifs du cluster. La réponse portera une attention particulière aux besoins de protection des populations déplacées à la suite du conflit. La recherche permanente de la participation effective des cibles dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, devrait garantir la pérennisation des acquis issus des interventions du cluster. En collaboration avec ses partenaires, le cluster réalisera des activités de réponse en protection dans cinq domaines.

## 1. Violences Basées sur le Genre

En 2018, les interventions humanitaires viseront prioritairement à accroître l'accès aux services de prise en charge holistiques dans les cercles de Tessalit, Tin Essako, Abeibara, Kidal, Goundam, Gourma Rharouss, Niafunke, Tombouctou, Mopti, Koro, Tenenkou, Youwarou, Ménaka, Gao, Bourem et d'Ansongo, et à renforcer les capacités des partenaires desdites localités pour assurer une prévention, une atténuation des risques et une réponse plus efficace aux VBG.

Les actions seront intensifiées pour assurer la disponibilité des kits de prise en charge de viol dans les structures sanitaires des régions affectées par les conflits. Le sous-cluster travaillera aussi avec le mécanisme RRM pour délivrer, dans le cadre de la réponse d'urgence, des kits de dignité aux femmes en âge de procréer. Une attention particulière sera portée pour le renforcement des capacités des prestataires sur la gestion de cas, l'utilisation et le respect des standards minimums pour les VBG ainsi que la prise en charge clinique des cas de violences sexuelles. La mise à jour des outils d'évaluation rapide sur les VBG, des systèmes

de référencements (dans les régions affectées par le conflit), des activités de prévention de risques de VBG et le renforcement continu du GBVIMS pour soutenir les actions de plaidoyer et de programmation VBG seront aussi des activités mises en œuvre en 2018. Le sous cluster VBG travaillera avec les clusters prioritaires notamment la Protection, l'Éducation, la Santé, la Nutrition et la Sécurité alimentaire pour s'assurer de l'intégration des directives IASC sur la prévention et la réponse aux VBG en situation d'urgence et la mise en œuvre des plans d'actions des desdits clusters sur la prévention de risques de VBG. Aussi, il sera question, de promouvoir la participation des survivants dans les processus et mécanisme de prévention des VBG pour éviter la victimisation et en faire des agents de changement en faveur de la dignité humaine. Les femmes et filles anciennement associées aux groupes armés ne seront pas ignorées.

## 2. Protection de l'enfance

L Les principes suivants guident les modalités de mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de toutes les activités d'intervention de protection de l'enfant dans les situations d'urgences au Mali :

- Survie et Développement de l'Enfant
- Non-discrimination et accès à une assistance équitable
- Participation des Enfants
- L'intérêt supérieur de l'enfant
- Ne-pas-Nuire et le principe de
- Confidentialité

La stratégie d'intervention pour l'année 2018 porte sur trois axes Stratégiques Prioritaires:

- 1) Renforcement de la prévention et la réponse de protection pour les enfants affectés par le conflit au Mali;
- 2) Renforcement du système de surveillance et de rapportage des cas de violations des droits des enfants dans les situations de conflit au Mali,
- 3) Renforcement du système de coordination humanitaire et de gestion d'information de PE en coordination avec les services de l'Etat.

En détail, la stratégie d'intervention pour l'année 2018 s'articule autour des points ci-après :

- Renforcer le système d'identification

et de prise en charge alternative et temporaire pour les enfants non-accompagnés/ séparés et faciliter la réunification familiale des enfants non-accompagnés ;

- Assurer un soutien psychosocial et psychologique à tous les enfants et adolescents affectés à travers des espaces amis d'enfants, des séances d'écoute et de groupes et soutiens communautaires.
- Prévention et réponse aux cas de violence, d'abus et d'exploitation faites aux enfants, y compris les violences et exploitations sexuelle.
- Poursuivre le plaidoyer pour le respect et la mise en œuvre effective du protocole d'accord entre le Système des Nations Unies et le gouvernement Mali pour la remise des enfants suspectés ou associés aux groupes armés aux services sociaux de l'Etat.
- Renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux (Police, Gendarmerie, Justice) et forces internationales sur les instruments juridiques, accords et protocoles de protection des enfants dans les situations de conflits.
- Plaidoyer pour l'adoption de la loi portant sur le Code de protection de l'enfant.
- Poursuivre le plaidoyer et appuyer le gouvernement et la société civile pour la réintégration sociale, communautaire et scolaire des enfants retournés des pays voisin ainsi que la promotion de leurs droits fondamentaux.
- Renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant à savoir les groupes communautaires de protection de l'enfant dans une approche intégrée avec les autres secteurs particulièrement l'éducation, la santé, la communication pour le développement et le WASH.
- Appuyer les structures gouvernementales de protection de l'enfant notamment les structures opérationnelles du Ministère de la promotion de la femme de l'enfant et la famille.
- Renforcer les mécanismes de coordination et d'harmonisation des interventions des acteurs de protection de l'enfance sous le leadership du gouvernement.
- Contribuer aux mécanismes de surveillance et de communication de l'information du Mali à travers la collecte et rapportage des six violations graves commises contre les enfants en situation de conflits armés par des forces ou des groupes armés.
- Faciliter l'obtention d'actes de naissance pour les enfants affectés par la crise en appuyant le système national d'enregistrement des naissances.
- Eduquer/sensibiliser les enfants et les familles pour prévenir les dangers liés aux risques de mines et autres restes explosifs de guerre (REG), le recrutement et utilisation des enfants, la séparation des enfants avec leurs familles et d'autres abus.

### 3. Sensibilisation aux dangers des mines anti-personnelles

Les activités de la lutte antimines se poursuivront dans les régions du nord et du centre du Mali, notamment, Tombouctou, Mopti, Gao, Ménaka, Kidal et dans certains cercles de Ségou.

L'objectif global des activités est de prévenir et d'apporter une réponse aux risques liés aux mines, aux engins explosifs improvisés (EEI), aux restes explosifs de guerre (REG) et aux armes légères et de petit calibre (ALPC) ; ce afin de contribuer à garantir un environnement suffisamment sécurisé pour la population civile et propice au développement économique et social. Ces activités viseront en particulier des groupes à risque tels que des personnes déplacées internes, des rapatriés et des enfants – ces derniers représentant 64% des victimes de restes explosifs de guerre de 2012 à aout 2017. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des communautés maliennes et des organisations locales de la société civile afin de (i) leur permettre de conduire des activités qui répondent à la menace et de (ii) mieux adapter les activités à la transformation du conflit. Les actions comportent cinq axes prioritaires visant non seulement à renforcer les capacités des autorités locales dans la fourniture d'une réponse d'urgence dans les zones touchées par le conflit et par la violence armée mais aussi, promouvoir la coordination avec les acteurs étatiques afin de garantir la durabilité des résultats des interventions. Les priorités seront : (i) l'éducation aux risques des REG, EEI et ALPC adaptés au contexte actuel ; (ii) les enquêtes non-techniques pour comprendre l'ampleur de la contamination ; (iii) l'assistance holistique aux victimes ; (iv) la réduction de la violence communautaire et la promotion de la cohésion sociale, et (v) la dépollution des zones affectées. Enfin, les acteurs de la lutte antimines porteront une attention particulière sur la protection des enfants en promouvant une plus grande synergie avec les acteurs impliqués dans le secteur de l'éducation.

### 4. Monitoring, suivi des mouvements de population, promotion de la coexistence pacifique et mise en œuvre de solutions durables pour les personnes affectées

Les activités de collecte de données et d'analyse des mouvements de populations se poursuivront sur l'ensemble du territoire malien avec un accent particulier sur les régions de Tombouctou, Gao, Mopti, Ménaka, Kidal et Ségou. La priorité sera axée sur la veille humanitaire et la coordination régionale concernant les informations reçues afin de les valider en alerte. Une attention particulière sera également portée sur l'analyse des contextes de déplacements et l'analyse de besoins des personnes affectées par le conflit. Suite à la recrudescence des conflits communautaires et violents et à la restriction de mouvements de population dans certaine localité, les activités de monitoring de protection continueront dans les régions avec des besoins critiques de protection et permettront de collecter des informations sur les risques de protection et les besoins des populations vulnérables. L'analyse des besoins sera renforcée pour considérer en plus des données désagrégées par sexe et âge, le type de ménage, le statut matrimonial, socio-économique, sanitaire des



personnes affectées, afin de mieux appréhender les besoins spécifiques des catégories vulnérables. De plus, des activités d'analyses sensibles au conflit seront menées. Toutes ces activités permettront d'orienter les actions de plaidoyer et le partage d'alertes et d'analyses dans les délais requis pour orienter la réponse d'urgence et les actions de l'ensemble de la communauté humanitaire. En ce qui concerne les solutions durables, l'analyse des intentions de retour des PDI et des besoins des personnes retournées, et la mise en œuvre de programmes de rapprochement communautaire et d'activités de réintégration permettront de mettre en place des conditions favorables à l'intégration durable des personnes ciblées.

Enfin des activités de renforcement de capacités des autorités nationales, des communautés affectées et de la communauté humanitaire seront entreprises en ce qui concerne la prévention des risques de protection et la réponse aux besoins de protection (y compris les aspects de cohésion sociale et de

médiation humanitaire). Dans ce processus, la valorisation de l'expérience des femmes et des hommes des différentes couches de la population et la participation des femmes et des adolescentes seront considérées comme éléments importants pour la recherche de solutions durables.

## 6. Centralité de la protection

En 2018, le cluster Protection continuera de soutenir l'ensemble de la communauté humanitaire pour s'assurer de l'inclusion de la centralité de la protection dans la planification et la réponse humanitaire. Des sessions de sensibilisation et de formation sur la protection transversale notamment la redevabilité seront délivrées au niveau national et régional pour renforcer l'engagement des acteurs humanitaires auprès des populations affectées et renforcer leur capacité globale d'analyse et de hiérarchisation des besoins, dans une perspective d'efficience et d'efficacité de la réponse humanitaire.



Crédit: UNHCR/ Mai 2018





## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## FONDS REQUIS (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## OBJECTIF SANTÉ 1 :

**1** Renforcer le Système d'information sanitaire au niveau de 26 districts sanitaires au 31 Décembre 2018.

EN LIEN AVEC OS1, OS2

## OBJECTIF SANTÉ 2 :

**2** Augmenter l'accès et l'offre des soins aux femmes, hommes et enfants issus des communautés vulnérables dans les 26 Districts sanitaires.

EN LIEN AVEC OS1, OS3

## OBJECTIF SANTÉ 3 :

**3** Améliorer le système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes dans les 26 Districts sanitaires.

EN LIEN AVEC OS1, OS2

## CONTACT

Dr. MBODJ Mohamadou Bachir  
Coordonnateur

mbodjm@who.int

## SANTÉ

Malgré les avancées enregistrées en 2017, les besoins des populations affectées par les conflits, les sécheresses et les inondations sont croissants, particulièrement au sein des groupes les plus vulnérables que sont les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées. 1 777 289 personnes, dont 874 951 femmes et 858 320 hommes, seront considérées comme personnes dans le besoin par la réponse sanitaire pour l'année 2018.

Les principaux défis à relever par le cluster portent sur : l'offre de soins dans un contexte d'attaques récurrentes sur le personnel de santé, le matériel et les équipements dans les centres de santé dans les régions du Nord et Centre ; les difficultés d'assurer un accès aux soins de santé pour les populations vulnérables éloignées de plus de 5 Km des structures de santé dans un contexte d'extrême insécurité et de faible densité de population ; fournir des prestations de soins adaptés aux communautés nomades.

## Stratégie de la réponse

Au regard des défis et des besoins identifiés pour 2018, la réponse des 35 partenaires membres réguliers du cluster santé reposera sur les éléments ci-dessous :

- 1. Le renforcement du Système d'information sanitaire au niveau de 26 districts sanitaires** en améliorant les capacités des structures de soins sur le système d'information sanitaire à tous les niveaux, et en assurant le suivi des activités du Paquet Minimum d'Activités (PMA) et Paquet Complémentaire d'Activités (PCA).
- 2. L'augmentation de l'accès et de l'offre des soins aux différentes catégories de femmes, d'hommes et d'enfants issus des populations affectées dans les 26 districts sanitaires.**

Les partenaires du cluster proposent, notamment, de leur fournir des soins curatifs de qualité y compris MAS, SONUB/SONUC ; d'organiser des soins par les équipes mobiles/soins essentiels communautaires dans les zones de transhumance et faiblement couvertes ; d'assurer un approvisionnement régulier en médicaments essentiels et vaccins, en kits pour la prise en charge de

survivants de violences sexuelles, en aliments et laits thérapeutiques ainsi que les petits équipements et le matériel de traumatologie dans les structures de santé ; et de renforcer les capacités de structures non-étatiques en lien avec les acteurs de développement.

- 3. L'amélioration du système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes dans les 26 districts sanitaires**, en considérant les besoins spécifiques et les stratégies spécifiques de soins des femmes, des enfants et des hommes appartenant aux catégories socio-économiques les plus vulnérables. Ceci se fera également en élaborant/actualisant les plans de contingence et en organisant la riposte aux épidémies et catastrophes.

- 4. Le renforcement des mécanismes de coordination du cluster Santé au niveau national et régional** qui garantiront l'implication et la participation des femmes, des hommes et des jeunes dans les différents processus et initiatives en matière de santé. Les activités proposées incluent la mise à jour du HeRAMS et la cartographie 4W des acteurs du cluster santé, la conduite d'évaluations sectorielles et conjointes humanitaires, l'organisation des réunions mensuelles et conjointes du cluster National/Régional, et la mise en œuvre des stratégies du Nexus humanitaire-développement.

## Renforcement des systèmes locaux

Un accent sera mis sur le renforcement des capacités des structures de soins en petit équipement et matériel et également en médicaments et kits obstétricaux d'urgence. Des nouvelles structures de soins mobiles seront organisées pour les populations là où l'accès est difficile en encourageant la participation des bénéficiaires. Le renforcement des capacités du personnel local pourra ainsi favoriser la pérennité et l'autonomisation des bénéficiaires.

Les considérations du genre, des éléments de protection transversales tel que accès et utilisation significative des soins, tenant compte du respect de la dignité seront pris en compte dans les interventions pour contribuer à la réponse humanitaire.

### Priorisation

Les districts sanitaires prioritaires pour les interventions du cluster santé sont, dans la Région de Kidal(3): Abéibera, Tessalit, Tin-Essako ; dans la région de Gao(2): Gao, Bourem ; dans la région de Tombouctou(4): Goundam, Gourma Rharous, Niafunké, Tombouctou ; dans la région de Taoudénit (6): Taoudénit, Achourat, Al-Arouch, Arawane, Boujbeha, Foum-Alba ; dans la région de Kayes(2): Bafoulabé, Oussoubidiagna ; dans la région de Koulikoro(1): Kolokani ; dans la région de Mopti(4): Douentza, Djenné, Ténenkou, Youwarou ; et dans la région de Ménaka(4): Ménaka, Anderamboukane, Inékar, Tindermene.

### Méthodologie de ciblage

Le ciblage a été effectué sur base de l'outil de détermination des personnes dans le besoin développé par OCHA et en appliquant les 9 indicateurs retenus d'un commun accord avec l'ensemble des partenaires actifs du cluster, tel que définis dans le HNO 2018.

Les zones classées catégories 5 et 6 ont été considérées comme étant à très haut risque de vulnérabilité. Les hommes, femmes, filles et garçons vivant dans ces zones ont été considérés comme étant affectés par la crise. Les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les enfants de moins de 5 ans et les

personnes de 3<sup>e</sup> âge hommes et femmes ainsi que les déplacés et retournés de moins de 6 mois parmi les personnes affectées sont inclus dans la catégorie de personnes dans le besoin au vu de leurs besoins spécifiques en santé. L'analyse des capacités opérationnelles du cluster a permis de cibler 90% de personnes dans le besoin pour cette année 2018.

### Synergie avec les autres acteurs

Le processus d'intégration de la nutrition continuera non seulement dans le PMA et PCA mais aussi dans les différents piliers du système de santé. Les réunions de coordination conjointes veilleront à l'application de cette disposition. Ces réunions conjointes continueront aussi avec les acteurs de développement pour consolider la stratégie commune élaborée dans le cadre du Nexus humanitaire - développement ainsi que les indicateurs de transition.

Toutes les interventions seront menées en étroite collaboration avec les Directions Régionales de la Santé et la Direction Nationale de la Santé. Par ailleurs, afin de garantir une réponse multisectorielle, le cluster santé travaillera en étroite collaboration avec les autres clusters actifs et les différentes plateformes de développement pour renforcer la coordination dans le cadre du Nexus humanitaire-développement.





## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## FONDS REQUIS (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## SÉC. ALIM. OBJECTIF 1 :

**1** Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

EN LIEN AVEC OS1

## SEC. ALIM. OBJECTIF 2 :

**2** Soutenir les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour mieux faire face aux chocs agro-climatiques et sécuritaires en renforçant leurs moyens d'existence.

EN LIEN AVEC OS2

## SÉC. ALIM. OBJECTIF 3 :

**3** Renforcer la capacité des structures et acteurs nationaux pour mieux coordonner les réponses d'urgence et de résilience des populations affectées.

EN LIEN AVEC OS3

## CONTACT

**Aliénor ADER**  
Coordinatrice

info.mali@fscluster.org

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Situation de la sécurité alimentaire

A mi-parcours de l'année 2018, l'insécurité alimentaire affecte 4,3 millions de personnes au Mali, en majorité des femmes et des enfants, parmi lesquels plus de 932 000 personnes sont en situation de crise et d'urgence selon la dernière analyse du Cadre Harmonisé (mars 2018). Le Nord et le Centre du pays font face à une situation agro-pastorale très préoccupante et qui n'a cessé de se dégrader ces dernières années à cause des perturbations climatiques environnementales (sécheresses, inondations, invasions acridiennes, etc.), socio-économiques (pauvreté, flambée des prix) et sécuritaires. Les moyens de production continuent d'être régulièrement détruits ou volés ; la circulation des biens, des personnes et des animaux est entravée, de même que l'accès aux services de base ; les agriculteurs et les éleveurs peinent à accéder aux zones agricoles cultivées, aux zones de pâturage et d'abreuvement. Les marchés et les filières sont également très perturbés, surtout dans le Nord et le Centre du pays, où les prix des céréales sont supérieurs à la moyenne des cinq dernières années et les termes de l'échange bétail/céréales toujours en forte défaveur des éleveurs.

En parallèle, les financements et les interventions ont été lancés tardivement et la réponse humanitaire fournie au 1er semestre est restée insuffisante pour répondre aux besoins des plus vulnérables, en particulier des éleveurs, confrontés à une soudure pastorale particulièrement difficile en raison du manque de pâturages et d'accès aux points d'eau. Considérant le risque de dégradation accélérée des moyens d'existence des populations les plus fragiles (particulièrement celles qui n'ont reçu aucune assistance depuis le début de l'année) et alors que le pays est entré depuis le mois de juin en période de soudure agricole où les besoins atteignent leur pic, le cluster sécurité alimentaire estime qu'environ 1,6 million de personnes pourraient avoir besoin d'une assistance immédiate pendant cette période<sup>1</sup>. Face aux besoins anticipés, il est essentiel que les acteurs humanitaires et l'Etat mettent à l'échelle la réponse d'urgence nécessaire pour enrayer la tendance de dégradation continue de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population malienne.

## Stratégie de réponse

La réponse du Cluster Sécurité Alimentaire pour l'année 2018 se concentre autour de trois axes principaux :

### 1. Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie

Cet axe vise à répondre aux besoins alimentaires immédiats des populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire pour les protéger contre les stratégies négatives de survie. Cette assistance d'urgence ciblera les populations en phases 3 et 4 du Cadre Harmonisé, et en priorité celles situées dans les zones affectées par de mauvaises conditions climatiques, des productions déficitaires et par l'insécurité et les mouvements de populations. Elle sera mise en œuvre principalement pendant les périodes de soudure pastorale (de mars à juin) et agricole (de juin à septembre), et sera fournie en nature ou via des programmes de transferts monétaires (espèces ou coupons). Le choix de la modalité devra être basé sur l'analyse du contexte spécifique à chaque zone (analyse des marchés et des risques liés à l'assistance) au moment de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des interventions, pour veiller à favoriser le développement de l'économie locale et à prioriser la sûreté et la dignité des personnes assistées, en prenant en compte les vulnérabilités et besoins spécifiques de chaque groupe de population (sexe, âge, groupes minoritaires, femmes chef de ménages, personnes en situation de handicap, etc.). Les montants prévus pour l'assistance alimentaire sous forme de transferts monétaires devront être basés sur l'utilisation d'outils communs (tels que le Panier des Dépenses Minimum) et être harmonisés entre les acteurs, tout en prenant en compte les différents objectifs poursuivis par chaque type d'assistance (urgence/résilience) et leur complémentarité, afin de maximiser la couverture des besoins alimentaires et l'utilisation des ressources disponibles.

Cet axe stratégique intègre également les Mécanismes de Réponse Rapide (RRM) aux mouvements de populations liés au contexte sécuritaire fragile dans le Nord et le Centre du Mali. L'assistance alimentaire d'urgence fournie dans ce cadre ciblera en priorité les



mouvements récents de populations, déplacées, rapatriées ou retournées, ainsi que les communautés hôtes impactées par ces mouvements de populations selon leurs besoins.

## 2. Soutenir les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour mieux faire face aux chocs agro-climatiques et sécuritaires en renforçant leurs moyens d'existence

Cet axe vise à soutenir les moyens d'existence et les revenus des populations les plus pauvres en restaurant leurs capacités et opportunités productives, afin de leur permettre de mieux faire face aux chocs agro-climatiques et sécuritaires. Les personnes ciblées sont les populations en phases 3 et 4, ainsi qu'une partie des populations en phase 2 pour éviter que ces dernières ne basculent dans les phases supérieures et reviennent au contraire dans les phases inférieures en améliorant leur situation durablement.

Les principales actions à mettre en œuvre sont l'appui à l'agriculture (vivrière, maraîchère et de contre saison), à l'élevage et à la pêche, à travers la distribution d'intrants agro-pastoraux et le renforcement des capacités techniques, pour permettre aux populations de vivre dignement en couvrant leurs besoins de manière autonome, tout en améliorant l'incidence de la production agricole et rurale sur la disponibilité, la stabilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments (qualité nutritionnelle) et ajuster ainsi l'offre à la demande alimentaire des populations. Cet axe stratégique inclut également les programmes de protection sociale (filets sociaux, transferts monétaires à usages multiples), l'appui aux activités génératrices de revenus et à la microfinance rurale, les « caisses de résilience », les banques céréalières et la réhabilitation d'actifs communautaires (pâturages, PIV, PPM,

etc.), pour assurer l'accès équitable des couches vulnérables à l'alimentation et aux intrants agro-pastoraux, tout en veillant au partage égalitaire des ressources entre hommes, femmes et jeunes des différentes catégories sociales. La transition entre l'assistance alimentaire d'urgence et les autres modalités de filets sociaux adaptées aux niveaux de résilience des populations constituera un enjeu crucial de cet axe stratégique, en lien avec l'approche du Nexus humanitaire-développement.

## 3. Renforcer la capacité des structures et acteurs nationaux pour mieux coordonner les réponses d'urgence et de résilience des populations affectées

En assurant la réponse d'urgence aux besoins immédiats, les acteurs humanitaires doivent veiller à se coordonner avec l'Etat, et à renforcer les capacités de ce dernier à prévenir et faire face aux crises futures. Les actions humanitaires doivent être conjuguées à des actions plus structurantes visant à appuyer les acteurs nationaux et locaux, et à renforcer la collaboration avec ces derniers autour des stratégies de gestion des risques et des crises au niveau national et sous régional. Cet appui passera notamment par l'appui à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des plans de réponse (en particulier le Plan National de Réponses 2018), de plans de contingence et de plans de développement communautaire ; l'organisation de formations au niveau central et décentralisé accessibles à la société civile ; la facilitation de l'accès aux informations et la multiplication des évaluations, pour capitaliser les expériences et améliorer les capacités des acteurs étatiques en termes de connaissances en sécurité alimentaire, nutrition, résilience et protection sociale.







FONDS REQUIS (US\$)



14,8M

# DE PARTENAIRES



206

## CONTACT

**David Cibonga**  
 Chef de la Coordination  
 Inter-Clusters  
 cibonga@un.org

## COORDINATION ET SERVICES

### COMMUNS

#### Une coordination renforcée et redevable, articulée au niveau national et régional

Une action humanitaire coordonnée multiplie l'impact et l'efficacité des interventions individuelles. OCHA, avec ses partenaires, contribue à fournir une assistance humanitaire efficace et opportune à travers la coordination stratégique, le plaidoyer, et la gestion de l'information pour une meilleure planification et orientation de la réponse humanitaire. La coordination consistera à appuyer le travail des acteurs humanitaires dans la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire et dans l'atteinte des objectifs stratégiques.

Ceci se fera en renforçant le leadership et l'efficacité de la coordination des actions humanitaires pour répondre aux besoins des personnes affectées, et en s'adaptant à un contexte humanitaire complexe, couvrant une variété de réseaux d'intervenants et partenaires existants et émergents.

Dans le cadre de l'opérationnalisation du HRP 2018, le travail d'OCHA, de l'EHP et des clusters, sous le leadership de la Coordinatrice Humanitaire, s'appuiera notamment sur les recommandations de la mission STAIT au Mali de mars 2017, et mettra l'accent sur les trois piliers suivants :

- Assurer une réponse humanitaire efficace et coordonnée au niveau national et au niveau régional ;
- Renforcer l'articulation entre les cadres de coordination nationaux et régionaux
- Renforcer l'ancrage du Nexus humanitaire-développement-paix pour favoriser les liens entre acteurs et entre interventions et accroître la résilience des populations ciblées.

Dans le cadre de la coordination intersectorielle, le groupe de coordination inter-clusters appuiera les divers secteurs aux niveaux national et régional ainsi que le traitement et la prise en compte des questions transversales. La conduite de missions inter-agences, la collecte et gestion de l'information, la promotion de la redevabilité envers les bénéficiaires ainsi que le suivi de la

problématique de l'accès et de la coordination civilo-militaire sont autant d'éléments qui permettront une réponse coordonnée et efficace, basée sur les principes humanitaires.

Pour assurer la qualité de la réponse humanitaire, l'accent sera mis sur le renforcement de la coordination dans les régions, ainsi que sur la mise en œuvre de la stratégie pour la préparation à la réponse aux urgences. Par ailleurs, le renforcement des capacités des autorités locales et des ONGs nationales se poursuivra, avec une certaine emphase, dans le sillage de la « Nouvelle manière de travailler » (New Way of Working) et le renforcement des acteurs locaux en tant qu'éléments clés de cette nouvelle approche. Par ailleurs, le partenariat et les relations avec la société civile, y compris les associations de femmes et de jeunes, seront des options privilégiées afin de mieux répondre aux attentes des communautés.

Dans le cadre des activités de coordination civilo-militaire et d'engagement avec les groupes armés, des séances de sensibilisation sur les principes humanitaires, la coordination et l'espace humanitaire continueront à être organisées pour l'armée nationale, la MINUSMA, la force Barkhane, la force conjointe du G5 Sahel ainsi que les groupes signataires de l'Accord de Paix. Pour des raisons de pragmatisme, ces relations seront étendues à l'ensemble des groupes armés exceptés ceux qui sont d'obédience extrémistes ou fondamentalistes.

#### Des services communs adaptés pour faciliter la conduite de l'action humanitaire

Face à un environnement opérationnel de plus en plus complexe, OCHA et l'UNDSS travailleront davantage à la gestion de l'approche « Saving Lives Together » pour une meilleure évaluation des axes prioritaires. D'autre part, au regard de la situation actuelle, les services des opérateurs aériens mis à la disposition de la communauté humanitaire (UNHAS) contribueront à maintenir l'espace humanitaire et à assurer un accès sûr et sécurisé aux populations dans le besoin. Il reste attendu que de nouvelles pistes aériennes soient explorées pour

rapprocher les bénéficiaires de l'assistance, surtout dans les nouvelles régions créées.

Les activités de UNHAS permettront le transport de passagers, l'acheminement de fret et la possibilité d'organiser des évacuations médicales et sécuritaires. Ceux-ci sont essentiels afin de maintenir une présence et un accès humanitaire durable dans les zones les plus enclavées et les plus exposées à l'insécurité. Des pistes pourront être explorées pour accroître le rythme des dessertes ou navettes.

Par ailleurs, dans l'optique de contribuer à la mise en œuvre d'un cadre de sécurité partagé, les organisations humanitaires pourront bénéficier de services adaptés à leurs besoins en termes de formation, de communication et de partage d'information, afin de mieux assister et protéger les populations les plus vulnérables tout en minimisant les risques d'atteinte à leur intégrité physique.

La réponse humanitaire sera renforcée par une visibilité des actions des différents acteurs, notamment sur le site internet d'OCHA, mais aussi via d'autres supports de visibilité tels que la radio de la MINUSMA et les réseaux sociaux. Les activités de plaidoyer et d'oureach, en plus d'informer de l'action des humanitaires et de renforcer leur ancrage et appropriation communautaire, seront indispensables pour la redevabilité de l'assistance humanitaire, en particulier vis-à-vis des personnes affectées par la crise et du peuple malien en général, mais également des bailleurs de fonds. Les partenaires humanitaires devront continuer, voire parfois renforcer leurs contributions en termes de collecte de données et de témoignages des bénéficiaires afin d'alimenter les sites internet et autres supports de communication. Ceci permettra de continuer à maintenir l'attention de l'opinion sur la crise malienne et rendre compte aux bailleurs dans le cadre de la redevabilité.



Crédit: OCHA/Anouk Desgroseilliers

# GUIDE DU DONATEUR

## CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaires, le plan de réponse humanitaire et les rapports de monitoring du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

[www.humanitarianresponse.info/operations/mali](http://www.humanitarianresponse.info/operations/mali)

## DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

[www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate](http://www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate)

## AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature, en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :


[logik@un.org](mailto:logik@un.org)

## ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à [fts@un.org](mailto:fts@un.org) ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>

# PARTIE III: ANNEXES



Objectifs, indicateurs & cibles .....	49
Organisations participantes & financements requis .....	51
Chiffres de planification: personnes dans le besoin et ciblées .....	52
Et si ? ...on n'apporte pas de réponse .....	53



## OBJECTIFS, INDICATEURS & CIBLES

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Apporter une Assistance humanitaire aux personnes les plus vulnérables (résidentes, retournées, déplacées et rapatriées) dans le Nord, le Centre et toute autre zone affectée par une crise, quelle que soit sa nature.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Renforcer l'accès des personnes vulnérables aux services de base (éducation, santé, nutrition et eau, hygiène et assainissement), à la protection, ainsi qu'aux infrastructures de base et aux services étatiques.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Renforcer les moyens de subsistance et la capacité de résilience des plus vulnérables, ainsi que la préparation aux urgences.

### ABRIS

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre de personnes assistées en Kits BNA	18 300
2	Nombre de personnes assistées en construction ou réhabilitation d'abris d'urgence	2 675
3	Nombre de personnes assistées en cases traditionnelles	1 500
4	Nombre de personnes assistées en construction ou réhabilitation en abris durable	1 500

### EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Pourcentage de personnes en situation d'urgence ayant bénéficié d'une assistance en EHA.	100%
2	Pourcentage de personnes vulnérables ayant accès à une source d'eau améliorée durable adapté à leurs besoins.	100%
3	Pourcentage de personnes vulnérables ayant accès à des services d'assainissement de base.	100%

### ÉDUCATION

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Pourcentage ou nombre de filles et de garçons dé/non-scolarisés dans les zones d'insécurité ayant eu accès à l'éducation	150 000
2	Pourcentage ou nombre d'écoles ré-ouvertes dans les communes affectées par l'insécurité	500
3	Nombre ou pourcentage d'acteurs de la communauté éducative formés (Enseignants, CGS, APE, AME, etc.)	3 000
4	Nombre ou pourcentage d'écoles ayant des cantines fonctionnelles	500

### NUTRITION

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre d'enfants de 0 à 59 mois avec Malnutrition Aiguë Sévère admis et traités	130 395
2	Nombre d'enfants de 6 à 59 mois avec Malnutrition Aiguë Modérée admis et traités	236 598
3	Nombre de femmes enceintes et allaitantes malnutries admises et traitées	46 761
4	Nombre d'enfants de 6 à 23 mois et des femmes enceintes et allaitantes bénéficiaires du Blanket feeding	171 277

## PROTECTION

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre d'actions de plaidoyer initiées et suivies sur la base des analyses des risques de protection	108
2	Nombre des victimes des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant bénéficié d'un accompagnement judiciaire (assistance juridique et protection) dans les zones affectées par le conflit.	10
3	Pourcentage de survivants de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge holistique dans les zones affectées par le conflit	63%
4	Nombre d'enfants ayant bénéficiés d'une prise en charge holistique dans les zones affectées par le conflit	124 241
5	Nombre de personnes sensibilisées et/ou formées (acteurs humanitaires/ acteurs nationaux/ communautés affectées) à la prévention et à la réponse de protection dans les zones affectées par le conflit.	1 212
6	Pourcentage de survivants et de bénéficiaires directs de séances d'éducation aux risques de mines et autres engins explosifs et ALPC dans les zones affectées par le conflit	25%

## SANTÉ

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Complétude et promptitude des rapports SIS	1 144
2	Nombre de nouvelles consultations curatives par individu et par an (désagréé par sexe et par âge)	1 319 964
3	Proportion des épidémies et catastrophes ayant bénéficié de la riposte dans les 48 heures après la confirmation	100%
4	Nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié sur le total des accouchements attendus	429 000

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre de personnes ciblées ayant reçu des transferts monétaires à usages multiples (hors réponse d'urgence à la soudure et hors RRM)	337 000
2	Nombre de personnes ciblées ayant reçu un soutien agricole (inclus élevage et pêche)	579 600
3	Nombre de personnes affectées par la soudure 2018 ayant reçu une assistance alimentaire (en nature, espèces ou coupons)	366 000
4	Personnes ciblées dans le dispositif RRM ayant reçu une assistance alimentaire d'urgence (en nature, espèces ou coupons)	40 000

## ORGANISATIONS PARTICIPANTES &amp; FINANCEMENTS REQUIS

ORGANISATIONS	BUDGET (US\$)	ORGANISATIONS	BUDGET (US\$)
ACF - Espagne	10 948 707	United Nations Children's Fund (UNICEF)	33 574 085
ACT Alliance / DanChurchAid	881 749	United Nations Department of Safety and Security (UNDSS)	359 861
Agency for Technical Cooperation and Development	8 290 154	United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)	6 408 600
Association d'Aide et d'Appui aux Groupements	902 205	United Nations Humanitarian Air Service (UNHAS)	7 219 388
Association Jeunesse et Développement du Mali	374 000	United Nations Mine Action Service (UNMAS)	2 788 152
Association Soutoura	306 284	United Nations Population Fund (UNFPA)	4 750 289
CARE International	3 225 560	World Education	417 134
Catholic Relief Services	2 479 719	World Food Programme (WFP)	91 006 350
Centre Sahélien de Prestation d'Etude d'ecodéveloppement et de Démocratie Appliquée	159 617	World Health Organization	2 075 206
Cooperazione Internazionale - COOPI	645 000	World Vision Mali	827 272
Deutsche Welthungerhilfe e.V. (German Agro Action)	2 000 000	<b>TOTAL</b>	<b>329 565 482</b>
Food & Agriculture Organization of the United Nations (FAO)	17 000 000		
Handicap International	1 872 457		
Help - Hilfe zur Selbsthilfe e.V.	1 266 983		
International Emergency and Development Aid	2 831 000		
International Emergency and Development Aid Relief	3 599 000		
International Medical Corps	1 162 875		
International Organization for Migration (OIM)	6 100 000		
International Rescue Committee	9 925 163		
Médecins du Monde Belgique	5 463 967		
Medicos del Mundo	1 266 759		
Mines Advisory Group	1 400 000		
Norwegian Refugee Council	4 552 475		
Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA)	4 485 762		
ONG Rescate	14 039		
OXFAM	7 918 816		
Plan International	2 170 672		
Plan Mali	2 389 083		
Première Urgence Internationale	3 631 629		
Save the Children	4 227 014		
Solidarités International	1 817 350		

CHIFFRES DE PLANIFICATION: PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES

Régions	Total			Par sexe et âge		
	Personnes ciblées	Personnes dans le besoin	Population Totale	% Femmes	% Enfants Adultes personnes âgées	
 Kayes	325K 	576K	2,7M 	51% 	56	41 3
 Koulikoro	410K 	832K	3,2M 	51% 	56	41 3
 Sikasso	159K 	562K	3,5M 	51% 	56	41 3
 Ségou	238K 	582K	3,1M 	51% 	56	41 3
 Mopti	767K 	972K	2,7M 	51% 	57	40 3
 Tombouctou	588K 	648K	0,9M 	51% 	57	40 3
 Gao	482K 	535K	0,7M 	51% 	58	39 3
 Kidal	35K 	37K	0,1M 	51% 	57	40 3
 Bamako	89K 	451K	2,4M 	51% 	56	41 3
Total	2,9 M*	5,2M	18,9M	51%	56	41 3

\*Le total est la somme des plus grandes cibles par cercles.  
Il représente le chiffre du cluster ayant le plus grand effectif de personnes ciblées.



## ET SI ? ...ON N'APPORTE PAS DE RÉPONSE

### UN NOMBRE ACCRU DE PERSONNES SE TROUVERONT EXPOSÉES AUX MALADIES DIARRHÉIQUES, AVEC UNE AGGRAVATION DE LA MALNUTRITION CHEZ LES ENFANTS ET DES CONFLITS D'ACCÈS À L'EAU



Le manque de financement pour le secteur entraînera un risque élevé d'apparition de maladies diarrhéiques au sein des communautés, en particulier dans les zones à risque de choléra. Les acteurs responsables de la prise en charge de la malnutrition chez les enfants verront également leurs efforts diminués étant donné que plus de la moitié des cas de malnutrition sont associés aux maladies diarrhéiques liées au manque d'hygiène, d'accès à l'eau potable et des conditions adéquates d'assainissement.

Dans les régions du Nord (Kidal, Gao, Ménaka, Taoudénit et Tombouctou) et du Centre (Mopti), le faible financement pour l'amélioration de l'accès à l'eau au profit des populations hôtes, retournées et déplacées, entraînera des risques de pénurie d'eau, accroissant ainsi des tensions autour des points d'eau existants entre les communautés déjà fragilisées par le conflit. Ceci pourrait également engendrer des mouvements de populations et de leur bétail. Les mouvements des populations nomades qui en suivraient pourraient conduire à des affrontements entre populations nomades et populations sédentaires.

### DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION SURTOUT DANS LES RÉGIONS DU NORD ET DU CENTRE



L'assistance en protection ne peut se faire telle que définie par les objectifs stratégiques du cluster, il n'y aura pas de couverture des conflits communautaires et armés et des besoins en protection dans les régions du Nord et du Centre avec la possibilité de recrudescence des conflits. Ceci pourrait causer le délitement continu des structures étatiques avec des conséquences mortelles pour les populations. L'interruption brutale des services de prise en charge holistique impactera sur la dignité et les droits des personnes affectées avec notamment des conséquences médicales et/ou vitales. L'interruption brutale des activités de renforcement de capacités pourrait aussi induire une recrudescence des conflits et des violations des droits de l'homme et autres violations du DIH.

### LE MANQUE D'ÉDUCATION RENFORCERA LES CONFLITS ET LA VIOLENCE



Les 500 écoles présentement non-fonctionnelles dans les communes affectées par la crise sécuritaire risquent de rester fermées. Les 207 355 enfants ciblés n'auront pas accès à l'éducation et seront exposés aux risques d'abus et d'exploitation, incluant la mendicité, le travail infantile, la violence sexuelle, le mariage précoce, la toxicomanie, l'activité criminelle et le recrutement par les groupes armés. Faute de perspective d'avenir, ces enfants risquent de contribuer à perpétuer le cycle des conflits et de la violence.

### 1,7 MILLION DE PERSONNES VULNÉRABLES N'AURONT PAS ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ



L'accès aux soins sera limité et de qualité moindre.

Des épidémies risqueront d'éclorre, notamment la rougeole, le paludisme et le choléra.

L'absence de soins obstétricaux d'urgence pourrait provoquer une augmentation de la mortalité maternelle.

### LA PHASE DE CRISE POURRAIT SE TRANSFORMER EN PHASE D'URGENCE



Si l'assistance humanitaire ne peut se faire telle que définie dans cette stratégie autour de ces 3 axes, l'insécurité alimentaire des personnes ciblées se dégradera davantage, avec un risque de basculement des personnes dans la phase supérieure du Cadre Harmonisée, notamment celles en phase d'« urgence » (phase 4) qui pourraient basculer en situation de famine.

### LE MANQUE D'ASSISTANCE EN ABRIS/BNA CONSTITUERA UN DÉFI FAISANT OBSTACLE AU RETOUR



Dans les zones de retour situées au Nord du pays, plus de 30% (REACH 2013) des abris des populations retournées sont sérieusement endommagés et ne peuvent être habités avant réhabilitation,

La catégorie de personnes la plus menacée est constituée de personnes vulnérables dont les femmes chefs de ménages, les enfants et les personnes âgées. Ces personnes continueront à vivre dans les conditions inhumaines (abris délabrés, promiscuité dans les abris et manque d'hygiène, incapacité de stocker de l'eau et préparer de la nourriture, manque de couchage, ...).

### LA CRISE NUTRITIONNELLE PERDURERA DANS LES RÉGIONS LES PLUS AFFECTÉES



La vulnérabilité nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes s'aggravera davantage dans les zones affectées. Des dizaines de milliers de ces enfants risquent de mourir, en raison d'un système immunitaire affaibli. Ces enfants auront également un retard de croissance et risquent de souffrir de lésions cérébrales ou de maladies irréversibles telles que la cécité.

La phase de transition de l'urgence au développement sera plus longue que prévue et les mécanismes de résilience ne seront pas réellement consolidés.

La malnutrition aura un impact sur la société tout entière car elle entravera la productivité et la croissance économique du pays.

## ACRONYMES

3W	Qui Fait Quoi, Où
AGIR	Alliance Globale pour l'initiative Résilience
ALPC	Armes Légères et de Petit Calibre
BNA	Biens Non-Alimentaires
CERF	Central Emergency Response Fund
CH	Cadre Harmonisé
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CMA	Coordination des Mouvements de l'Azawad
CMCoord	Civil-Military Coordination
CMP	Commission Mouvement de Populations
CPIMS	Child Protection Information Management System
CPS	Chimioprophylaxie Paludisme Saisonnière
CREDD	Cadre de Relance Économique et de Développement Durable
CRZPC	Commission de Réhabilitation des Zones Post-Conflict
CTS	Comité Technique de Sécurité
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DNS	Direction Nationale de la Santé
DRS	Direction Régionale de la Santé
DTM	Displacement Tracking Matrix
EAFGA	Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés
ECHO	European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations
EEI	Engins Explosifs Improvisés
EHA	Eau Hygiène et Assainissement
EHP	Equipe Humanitaire Pays
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
ENSAN	Enquête Nationale Sécurité Alimentaire Nutritionnelle
FAMA	Forces Armées Maliennes
FEFA	Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes
FTS	Financial Tracking Services
GBVIMS	Gender-Based Violence Information Management System
GHO	Global Humanitarian Overview
HDI	Human Development Index
HeRAMS	Health Resources and Services Availability Monitoring
HNO	Humanitarian Needs Overview
HRMF	Humanitarian Response Monitoring Framework
IASC	Inter-Agency Standing Committee
ICCG	Groupe de Coordination Inter-Cluster
MAG	Malnutrition Aigüe Globale
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
NFI	Non-Food Items

MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
MOC	Mécanismes Opérationnels de Coordination
NWOW	New Way of Working (Nouvelle manière de travailler)
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non-Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPIDIN	Outil de Prédiction des Inondations dans la Delta Intérieur du Niger
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDA-RN	Programme de Développement Accéléré des Régions du ord
PDI	Personnes Déplacées Internes
PEP	Post-Exposure Prophylaxis
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRH	Plan de Réponse Humanitaire
PRODEC	Programme d'Urgence Éducation
PROSEA	Programme Sectoriel Eau et Assainissement
QIP	Quick Impact Project
RAVEC	Recensement administratif à vocation d'état civil
RECOPE	Réseaux Communautaires de la Protection de l'Enfant
REG	Restes Explosifs de Guerre
RPM	Rapport Périodique de Monitoring
RRM	Mécanisme de Réponse Rapide
RSS	Renforcement du Système de Santé
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SONUB	Soins Obstétrique et Néonatal d'Urgence Basique
STAIT	Senior Transformative Agenda Implementation Team
UN-CMCoord	United Nations Humanitarian Civil-Military Coordination
U9 CIMIC	Unity 9 Civil Military Coordination
UNDAF	Cadre d'Aide au développement de Nations Unies
UNDSS	United Nations Department for Safety and security
UNHAS	United Nations Humanitarian Air Service
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	United Nations Children's Fund
VBG	Violence Basée sur le Genre
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine

Ce document est produit au nom de l'Equipe Humanitaire Pays et ses partenaires.

Ce document donne la compréhension de la crise partagée par l'Equipe Humanitaire Pays, y compris les besoins humanitaires les plus urgents, et reflète la planification conjointe de la réponse humanitaire.

La désignation employée et la présentation des données dans ce rapport ne suggèrent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'Equipe Humanitaire Pays et ses partenaires, quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières ou limites.



<http://www.unocha.org/mali>



<http://www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali>



@OCHA\_Mali